

Oiseau-tempête

20 francs



● Tête à clous. Barthélémy Schwartz ●

Oiseau-tempête est animé par des individus, issus d'itinéraires différents, que rapproche la volonté de surmonter la résignation et d'esquisser une critique qui tente, dans la discussion et les débats passionnés, avec fragilité mais avec ténacité, de mettre à mal les visions convenues du monde. Oiseau-tempête vise, par le libre jeu des parcours, des réflexions et des échanges, à favoriser la convergence entre celles et ceux qui n'entendent pas courber l'échine et à attiser le désir de transformation de la société.

VIOLENCE D'USAGE ET VIOLENCE D'ÉCHANGE À SEATTLE

NE RIEN DIRE SUR LES ÉMEUTES qui se sont déroulées à Seattle fin novembre contre le sommet de l'OMC reviendrait à sous-entendre que ce qui s'est passé d'intéressant n'a concerné qu'une minorité en révolte. Un regard plus proche, appuyé par de nombreux témoignages nous parvenant des Etats-Unis, permet de penser que ces événements ont mis en évidence l'existence d'un courant souterrain anticapitaliste et anti-étatique. La répression policière massive, les mesures de couvre-feu et l'attaque par une partie des manifestants des symboles des grandes multinationales a fissuré l'union de façade des divers groupes et individus présents. Plus importants – car annonciateurs d'autres ruptures sociales – est sans doute le débordement du cortège de la gauche syndicale et la participation de nombreuses travailleuses et travailleurs aux affrontements de rue aux côtés des manifestants en colère.

LE GROUPE QUI EST L'AUTEUR de ce texte est une section du Black Bloc, ensemble composé d'individus originaires de différentes villes des Etats-Unis se revendiquant anarchistes et partisans de l'action directe. Il ne s'agit ici que d'un

extrait d'un texte plus long* évoquant notamment les différentes formes de violence qui se sont exprimées pendant plusieurs jours. La première est celle de nombreux manifestants à l'encontre des membres du Black Bloc. Ceux-là étaient, semble-t-il, venus pour exiger un « contrôle » de l'OMC par un Etat plus fort. Se revendiquant pourtant pacifistes pour la plupart, certains s'en sont pris physiquement à des anarchistes du Black Bloc. Ils les ont accusés de discréditer le « mouvement », de n'être qu'une bande de jeunes agitateurs ignorants en mal de bagarre avec les flics, ou tout simplement d'être envoyés par ces derniers.

AU-DELÀ DE CETTE VIOLENCE, symptomatique d'une divergence politique de fond, une autre a frappé sévèrement et indistinctement les uns et les autres, celle des forces de l'ordre. La répression et les centaines d'arrestations ont eu comme conséquence involontaire de permettre à certains manifestants, en désaccord, de se retrouver inculpés et enfermés avec, comme seule « issue », la solidarité et le débat d'idées.

BORBALA □

**Le texte entier ainsi que d'autres seront publiés dans le n° 79 du journal « Cette Semaine ». Association Cette Semaine, BP 275, 54005 Nancy Cedex.*

COMMUNIQUÉ DE L'UNE DES SECTIONS DU BLACK BLOC À PROPOS DES ÉVÉNEMENTS DU 30 NOVEMBRE À SEATTLE

Le but principal de ce communiqué est d'éclairer le mystère qui entoure le Black Bloc et de rendre ses motivations plus transparentes puisque nos masques ne peuvent pas l'être.

SUR LA VIOLENCE DE LA PROPRIÉTÉ

NOUS AFFIRMONS que la destruction de la propriété n'est pas un geste violent si cela ne met pas de vie en danger ou n'entraîne aucune blessure. Cette définition de la propriété privée – en particulier la propriété privée collective – signifie qu'elle est infiniment plus violente que toute action portée à son encontre. On doit distinguer la propriété privée de la propriété personnelle. En effet, la seconde est basée sur l'usage alors que la première est basée sur l'idée d'échange. L'intérêt de la propriété personnelle est que chacun(e) d'entre nous dispose de ce dont elle/il a besoin ou désire.

DANS UNE SOCIÉTÉ fondée sur le droit de la propriété privée, ceux/celles qui ont la possibilité d'accumuler plus que les autres disposent de plus de pouvoir. Par extension, ils exercent un contrôle plus important sur ce que les autres perçoivent comme des besoins et des désirs des autres, en général pour accroître leur seul profit personnel. Les défenseurs du « libre échange » prolongent ce raisonnement jusqu'à sa conclusion logique : un réseau de quelques monopoles d'industrie disposant d'un pouvoir total sur la vie de toutes et tous. Les défenseurs du « commerce équitable » souhaiteraient que ce processus soit tempéré par un contrôle des gouvernements dont le but serait d'imposer superficiellement des normes de base en matière de droits humains.

EN TANT QU'ANARCHISTES, nous récusons ces deux positions. La propriété privée – et le capitalisme par extension – est intrinsèquement violente et répressive et ne peut donc être ni réformée ni atténuée. Dès lors que le pouvoir de toutes et tous est dans les mains de quelques groupes ou réparti par un système de régulation dont le seul but est d'atténuer les désastres causés par les précédents, personne ne peut être libre comme ce serait le cas dans une société anti-autoritaire. Quand nous brisons une vitrine, notre but est de détruire le vernis de légitimité qui recouvre la propriété privée. Dans le même temps, nous exorcisons toutes les formes de relations violentes et destructives qui imprègnent tout autour de nous.

EN « BRISANT » LA PROPRIÉTÉ PRIVÉE, nous transformons sa valeur d'échange limitée en une valeur d'utilité plus large. Une devanture brisée devient un trou laissant passer de l'air frais dans une atmosphère oppressive, celui de la vente de marchandises (au moins jusqu'à ce que la police ne décide de lancer des lacrymos sur une barricade toute proche). Un distributeur de journaux devient un outil pour percer de tels « trous », ou un petit blocus pour revendiquer l'espace public ou nous donner un avantage sur le terrain.

Une benne à ordures empêche les flics anti-émeutes d'avancer et devient une source de chaleur et de lumière. Une façade d'immeuble devient un tableau sur lequel on peut écrire des idées en vue d'un monde meilleur. Après le 30 novembre, beaucoup de gens ne regarderont plus une vitrine ou un marteau de la même manière qu'avant. Les utilisations potentielles de l'espace urbain se sont multipliées par cent. Le nombre de vitrines éclatées est ridicule comparé au nombre de destins brisés – sorts jetés par l'hégémonie qui nous écrase et qui nous pousse à oublier toutes les violences commises au nom de la propriété privée et tout ce qui serait possible si elle n'existait pas. Les vitrines brisées peuvent être rebouchées (avec un gâchis en bois toujours plus grand) et éventuellement remplacées, mais le fracas de notre arrogance et de nos espoirs persistera heureusement pour quelque temps.

**Contre le capital et l'Etat
LE COLLECTIF ACME ■**

Nota bene. Ces observations et analyses sont énoncées par un des collectifs du Black Bloc et ne doivent pas être jugées représentatives du reste du Black Bloc ou de toute autre personne qui aurait participé à l'émeute ou à la destruction de la propriété privée le 30 novembre à Seattle.

TRADUIT DE L'ANGLAIS PAR BORBALA ■



● Abandon. Pierre Maucuit ●

RÉVOLUTION CONTRE FASCISME EN ALLEMAGNE, 1919-1937

« BANDITS ROUGES », FONCTIONNAIRES ET POÈTES

Richard Julius Hermann Krebs, alias Jan Valtin, est né en 1905. Marin, il adhère en 1923 au parti communiste allemand pro-soviétique. Exemple type du parvenu de la politique communiste, Valtin gravira rapidement les échelons : haut fonctionnaire du Parti, cadre du Komintern (l'Internationale communiste), enfin, agent du Guépéou (la police secrète de Moscou). Au service de ces deux dernières honorables institutions, il fera le tour du monde. En 1933, alors dans la clandestinité, Valtin est arrêté en Allemagne. Torturé, jeté dans un camp, il reçoit du Komintern l'ordre de rallier les nazis et d'intégrer la Gestapo. Remis en liberté, il est envoyé par la Gestapo au Danemark espionner ses anciens camarades du Parti. Tombé aux mains de la Guépéou, il réussit à s'échapper et s'exile aux États-Unis, où il meurt en 1951. Son autobiographie¹, *Out of the night*, est parue en français sous un titre pour le moins paradoxal, *Sans patrie ni frontières*, puisque la vie de Valtin fut totalement dévouée aux intérêts d'une patrie sacrée, la Russie soviétique. Et les frontières finirent par caractériser le personnage. Sans frontières, Valtin n'aurait pas été Valtin !



LA DESCRIPTION des méthodes du parti communiste a fait la réputation du livre chez les antistaliniens de tous bords. Aujourd'hui, beaucoup s'accordent à y voir un texte de guerre froide, dont l'intention première était de renvoyer dos à dos les deux formes de totalitarisme et de justifier le système de la démocratie parlementaire. Pour ce faire, le livre fut construit autour d'un mensonge historique : la seule opposition au nazisme en Allemagne aurait été menée par le parti communiste stalinien, parti utilisant les mêmes méthodes que son frère ennemi et guidé par le principe selon lequel le but justifie tous les moyens. Marteler l'idée de la proximité des extrêmes consolide le discours justificatif du monde tel qu'il va et tel qu'il doit rester. Et les vérités du témoignage de Valtin servent ainsi le mensonge dominant.

En 1923, lorsque Valtin rejoint le parti communiste pro-Moscou (le KPD), le prisonnier politique le plus célèbre en Allemagne est un dénommé Max

Hölz². Hölz est devenu révolutionnaire sur le front, lors de la première guerre mondiale. Membre de la Ligue Spartakus de Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht, il est, en 1919, un agitateur itinérant du KPD. Exclu pour indiscipline, Hölz rejoint le nouveau parti communiste ouvrier (le KAPD), qui suit une ligne extraparlémentaire et extrasyndicale. Dans le sud-est de l'Allemagne, à la frontière avec la Tchécoslovaquie, il organise une bande armée de prolétaires qui, en accord avec les comités de chômeurs et les quelques conseils ouvriers non réformistes, prennent le pouvoir localement, ouvrent les prisons, exproprient bourgeois et grands propriétaires pour alimenter les caisses du parti, s'affrontent avec l'armée, les sbires de la social-démocratie et les corps-francs nationalistes en formation.

À l'époque, le groupe de Hölz n'était pas le seul. Il y avait entre autres celui de Karl Plätner, autre « bandit rouge » connu, et qui était en partie composé de femmes. En mars 1921, Hölz se trouve à la tête d'une des milices ouvrières qui se battait en Allemagne centrale³. Au contraire de Plätner, Hölz était peu aimé de ses camarades et critiqué pour son arrogance et son autoritarisme⁴. Arrêté, condamné à perpétuité, il se rallie en prison au KPD, qui lui promet une défense efficace⁵, et il finit par être libéré en 1928. Le parti, qui se méfie de son esprit rebelle, l'envoie en Russie... travailler dans les mines. Entré en dissidence une fois de plus, Hölz est convoqué par la Guépéou. C'était mal connaître l'ancien lutteur du KAPD. Il refuse d'obtempérer, se barricade chez lui et menace de tout faire sauter. Habités aux aveux volontaires, les flics russes prennent peur, cèdent et l'envoient se reposer à la campagne. Peu de temps après, en septembre 1929, Hölz est « suicidé » par la Guépéou. Trois ans plus tard, Plätner est tué par la police allemande, alors qu'il tentait de passer en Tchécoslovaquie.



CES ANNÉES SONT DÉCISIVES. En mars 1921, des grèves insurrectionnelles (connues par la suite sous le nom d'« action de mars ») éclatent en Allemagne centrale, gouvernée par la social-démocratie, où la répression patronale et policière était particulière-

ment dure. Le Parti communiste ouvrier (KAPD) soutient ouvertement un mouvement qui va dans le sens de ses conceptions d'action directe. Ses militants y participent activement, regroupés dans les Unions, organisations d'entreprise qui, tout en respectant le modèle de double organisation, partis-syndicat⁶, s'attachaient à radicaliser les actions économiques en refusant toute négociation avec le patronat. Il en va autrement du KPD, proche de Moscou, lequel se montre indécis, déchiré entre sa politique parlementariste et la pression de la base⁷. Ce sera d'ailleurs la dernière action

de masse anticapitaliste où l'on verra se battre, côte à côte, des militants décidés des deux partis communistes.

Isolées, sans perspectives, les milices ouvrières, dont celle de Max Hölz, sont défaites et les usines occupées prises d'assaut. Après quelques années (1918-1921) d'une guerre sociale larvée⁸, l'échec de l'action de mars marque le « retour à la normale » tant souhaité par la social-démocratie. Plus de trois mille travailleurs révolutionnaires sont arrêtés, les militants combattifs expulsés des entreprises et contraints à la clandestinité. Les organisations communistes radicales, le Parti communiste ouvrier (KAPD) et surtout les Unions, sont mises hors la loi, ce qui accélère leur déclin. Le terrain était laissé libre à la ligne institutionnelle et légaliste du parti prosoviétique (KPD).



DEPUIS 1920, les chefs de l'Internationale communiste à Moscou cherchaient à marginaliser les communistes extrémistes qui refusaient de rejoindre les syndicats, considérés par le Komintern comme des formes neutres qui pouvaient être soustraites à l'influence des sociaux-démocrates et investies par les révolutionnaires. Lorsque Lénine avait catalogué ces courants de gauchistes, il entendait avant tout critiquer leur refus du compromis politique sur le terrain de la politique bourgeoise, au parlement et dans les syndicats. C'est à cette critique que répondit le très respecté communiste hol-



● Max Hölz. Franz W. Seiwert. 1921 ●

landais Herman Gorter, dans sa Lettre ouverte à Lénine⁹. Pour la gauche communiste, l'extension de la tactique de compromis bolchevique à l'ouest européen étouffait les actions et les organisations autonomes, seules capables de développer la conscience subversive. Gorter et ses amis font remarquer que plus la présence de révolutionnaires conscients s'affirme et moins le rôle des chefs compte. Ils tirent comme conclusion que toute activité politique moderne doit favoriser l'affirmation de cette tendance. Ils considèrent que la tactique des bolcheviks implique de fait « la primauté des chefs » et l'opportunisme bureaucratique. Pour la gauche communiste, la victoire de la ligne bolchevique conduirait inévitablement le mouvement d'émancipation sociale à une défaite. Nous étions, faut-il le rappeler, en 1920-1921 !

Trotsky, chargé par Lénine de contre-attaquer, évite de répondre sur le fond d'une position partagée par un courant révolutionnaire qui avait alors un poids important en Europe de l'Ouest et en Amérique du Nord et choisit l'attaque personnelle. Vieille méthode qui a fait ses preuves ! Connaissant la renommée de Gorter, considéré comme un grand des lettres néerlandaises, Trotsky le traite avec condescendance de poète, précisant qu'à un tel état d'esprit « se trouve inmanquablement associé le pessimisme »¹⁰. Fin 1921, l'action de mars défaite et la révolte de Kronstadt écrasée, l'Internationale peut enfin claironner que la Russie est l'avant-garde du communisme. Les organisations communistes qui se plaçaient à gauche des bolcheviks sont alors exclues au nom de la lutte contre le sectarisme.



POURCHASSÉS, emprisonnés par l'État démocratique, réduits à l'état de sectes agissantes mais minoritaires, les communistes non-bolchéviques d'Allemagne assisteront impuissants à la montée de l'affrontement entre les deux partis bureaucratiques concurrents pour la prise du pouvoir d'État : les communistes nationaux et les national-social-

listes. La guerre sociale est remplacée par la guerre des organisations, l'action organisée de communistes conscients par l'action d'organisations soumises aux chefs communistes. « Toutes les forces anticommunistes, de la droite réactionnaire à la gauche réformiste, se combinaient pour empêcher toute solution révolutionnaire de la crise existante. Ces forces trouvèrent dans les bolchéviks, contraints de maintenir et consolider le pouvoir du parti en Russie et dans le monde entier, des alliés indésirables mais efficaces. »¹¹

« L'internationalisme prolétarien » s'identifiait à la défense des intérêts nationaux de l'URSS, « patrie du socialisme » et le mouvement communiste devint un instrument politique de l'État russe. Le projet d'émancipation sociale s'éclipsait derrière les intérêts de l'État russe et du capitalisme allemand, lesquels apparaissaient alors comme complémentaires. La reconstruction de l'Allemagne se faisait dans le cadre d'une intégration économique germano-russe dont le régime national-socialiste allait tout particulièrement profiter¹². L'élan révolutionnaire brisé, le fascisme pouvait commencer son irrésistible ascension, contre laquelle les grandes organisations bureaucratiques du mouvement ouvrier ne pourront rien. C'est alors que commence l'histoire de Jan Valtin.

Octobre 1923, c'est le soulèvement de Hambourg, décidé par la direction bolchévique du KPD. Répétition malheureuse de l'action de mars, dans des conditions encore plus défavorables. « La stratégie communiste dans le monde de l'après-guerre comportait la participation aux gouvernements socialistes chaque fois que cela était possible, et le soulèvement révolutionnaire, quand les circonstances s'y prêtaient. »¹³ Cette tactique de l'insurrection, soumise aux aléas de la politique parlementaire, subit une défaite décisive et sanglante en Allemagne lors des événements politiques de 1923. Des milliers de militants de base iront rejoindre les milliers de prisonniers politiques de la très libérale République de Weimar.¹⁴



VALTIN DÉCRIT BIEN CES ÉVÉNEMENTS où l'autonomie d'action et l'initiative des militants communistes se manifestent encore. Mais, peu à peu, les révolutionnaires les plus décidés se retrouvent, soit en prison, soit engloutis dans la vie des appareils. Valtin devient fonctionnaire. Pour lui, le déclenchement d'une grève s'écrira désormais : « Le Komintern passe à l'action. » Quelques années plus tard

ce sera à la Guépéou de décider. Dans cette conception élitiste des « masses », il n'y a plus de place pour des révolutionnaires conscients. Décrivant la grande grève des marins suédois de 1933, Valtin dit que le but est d'influencer une « masse de surexcités » par de la bonne propagande. Le mouvement social fut brisé, à la fois sous les coups de la répression social-démocrate et de l'autoritarisme communiste. La fameuse lutte antifasciste va se réduire à l'affrontement entre le parti national-socialiste et le parti communiste. Les luttes sociales sont remplacées par des bagarres de bandes, accompagnées d'assassinats et de meurtres, une bataille entre deux armées. Bien évidemment, c'est la force politique qui s'emparera du pouvoir d'État qui s'imposera à l'autre.

Le témoignage de Valtin aide à comprendre pourquoi, sur le plan idéologique, le national-socialisme eut le dessus. Pour les communistes, le patriotisme était stratégiquement pensé en fonction des intérêts de l'État russe. « En tant que bolchevik, il considérait que le salut de la Norvège dépendait d'une alliance très étroite avec la Russie soviétique. C'est vers ce but que tendaient tous ses efforts », dit Valtin à propos d'un chef communiste norvégien. Pour les nazis, les communistes étaient des « ennemis de la patrie », car ils soumettaient les intérêts nationaux à celui de la Russie. Dans cette lutte idéologique, la question du nationalisme dominait ; la question sociale y était subordonnée, quand elle n'était pas tout simplement escamotée.

Un autre témoin averti du moment (1932) rapportera les propos d'un jeune communiste : « Nous voulons au fond la même chose [...] un nouveau système. Mais l'un croit dur comme fer qu'Hitler le lui donnera et l'autre que ce sera Staline. Il n'y a entre nous que cette différence... »¹⁵ Un an plus tard, le chef des syndicats social-démocrates, Leipart, se mettra à la disposition d'Hitler, en donnant comme consigne à ses membres de participer au défilé du 1^{er} Mai, organisé par le ministère nazi de la Propagande. Coincés entre les SS et les SA, les travailleurs communistes et socialistes défilèrent, « la peur au ventre et le cœur dans la culotte... »¹⁶ Le simulacre de la lutte antifasciste débouchait sur la capitulation.



SUR L'INCENDIE DU REICHSTAG et l'action du communiste de conseils Marinus Van der Lubbe – qui se voulait exemplaire contre cette capitulation –, Jan Valtin répète le discours stalinien. « Selon la version hitlérienne, un Hollandais à demi nu, Marinus Van der Lubbe, avait été arrêté dans le bâti-

ment en flammes. On le déclara communiste. Nous, qui faisons partie des cadres supérieurs du Komintern et du Parti en Allemagne, nous n'avions jamais entendu parler de cet homme. » Les chefs communistes connaissaient leur piétaille. Marinus était un inconnu, il ne pouvait donc être qu'un nazi, ou assimilé, raisonnement d'une simplicité bureaucratique. Pourtant, Valtin montre que l'incendie ne fut qu'un épisode dans l'affrontement entre le parti communiste et le parti national-socialiste, affrontement où les premiers perdaient déjà du terrain, bien avant l'acte de Marinus. La répression, on le sait, s'exerçait depuis une dizaine d'années. Alors que le livre de Valtin fourmille d'histoires de communistes devenus nazis ou faux nazis, de nazis devenus faux ou vrais communistes, c'est l'inconnu Marinus Van der Lubbe qui est présenté comme quelqu'un de manipulé par les nazis !

Compte tenu de l'intention du livre, il n'est pas étonnant que Valtin passe sous silence les oppositions communistes, les débats à l'intérieur du parti¹⁷. Jan Valtin poursuit son chemin. Il applique la ligne du parti par tous les moyens disponibles. En 1933, le Komintern lance une campagne de boycott des bateaux nazis dans les ports européens. A Anvers, un groupe d'opposition communiste dénonce le fait que le boycott n'est pas suivi dans la « patrie du socialisme. » Responsable local de la Guépéou, Valtin commence par la calomnie habituelle : il s'agit d'une « manœuvre conçue par Goebbels ». Puis, dans une assemblée de dockers, il fini par justifier le fait au nom des nécessités de la construction du socialisme.

Quelques mois plus tard, Valtin est à nouveau en Allemagne et le récit de sa vie vire au scénario de film de série B, avec hommes de main, espions, agents doubles et manipulations. Les deux organisations, la Guépéou et la Gestapo dénoncent mutuellement leurs agents, livrent à l'ennemi celui dont elles veulent se débarrasser. Pendant ce temps, dans les prisons de la Gestapo, la hache du bourreau tranche les têtes des sacrifiés à une cause qui n'accepte pas le doute. Ainsi, l'organisation communiste des prisonniers du pénitencier de Hambourg avait sa police et même un service de renseignement. Les rares oppositionnels (les « saboteurs » comme les appelle Valtin) qui dénon-

çaient ces méthodes, étaient isolés, « comme des lépreux ».



PENDANT UNE QUINZAINE D'ANNÉES, sans état d'âme, Jan Valtin mènera sa vie de fonctionnaire exécuteur des décisions de l'appareil stalinien, d'agent secret¹⁸. Il évolue dans le milieu spécialisé de la politique, de l'obéissance aveugle aux chefs, de

IL N'Y A PAS D'OBSTACLE À CE QUE
LES HABITANTS REPRENENT
UNE VIE NORMALE.



● Brown et Karl, 1999 ●

À TITRE PRÉVENTIF:
ÉVACUATION ET INJONCTION
DE RESTER CALFEUTRÉ.

la guerre entre deux partis concurrents, entre lesquels existent toutefois d'étranges passerelles. En haut lieu, on décide que des individus, des cellules du parti communiste doivent infiltrer les national-socialistes. De leur côté les nazis imitent les organisations et les méthodes des staliniens. Même les chants nazis reprennent des mélodies communistes avec de nouvelles paroles. Jamais les nazis ne cachent leur intérêt pour le modèle de la Guépéou. « Nous avons beaucoup à apprendre de lui », aurait dit un agent de la Gestapo à Valtin. Auparavant, un chef communiste s'était plaint : « Ces bandits sont

en train d'essayer de copier notre propre Guépéou » Après avoir sauvagement torturé Valtin, un flic nazi l'interpelle : « Nous n'aimons pas faire le mal. Mais si un homme se refuse à nous donner des informations qu'il possède et dont nous avons besoin, alors tous les moyens sont bons pour le faire parler. Nous pensons que la terreur est justifiée par la raison d'État. Tu comprends ça ? » Et Valtin de lui répondre : « Oui. »



S'EMPLOYANT à vanter dans son livre la démocratie parlementaire, Valtin regrette que ses chefs se soient trompés en rejetant l'union avec la social-démocratie. Après la défense fanatique d'une politique qui a englouti tant de combattants sincères, c'est la social-démocratie qu'on ressort comme planche de salut ! Valtin ne peut comprendre combien le fonctionnement des organisations du vieux mouvement ouvrier a préparé les esprits au désastre, au delà des divisions tactiques. Il ne peut pas dire, avec Max Hölz, dès 1925, que : « Tous les partis sont des formes incomplètes, pleines de lacunes qui, avec leur appareil schématique et mécanique étouffent l'enthousiasme. »¹⁹ La social-démocratie, représentante des intérêts réformistes de la classe ouvrière, était apparue, sous la République de Weimar, comme une force social-patriote défendant la collaboration de classes et l'intérêt général capitaliste. Et la bolchevisation des communistes étouffe-

ra l'élan révolutionnaire. L'effondrement de ces vieilles organisations annonçait la victoire de la contre-révolution. Le national-socialisme émergeait comme la force politique capable de bâtir l'État de la nouvelle période.



POUR CERTAINS, l'histoire de la première moitié du siècle commence avec Lénine et le Komintern et se termine avec la Guépéou et le Goulag. Entre ces deux moments, il n'y aurait eu que des erreurs, des militants trompés, manipulés, floués, « l'incurie des directions ». Autant dire que, pour ceux-là, il n'y a d'autre alternative que le retour à la démocratie représentative. Or s'il y a une frontière à revendiquer, c'est bien celle qui sépare la subversion consciente des rapports sociaux capitalistes de l'activité politique aliénante au sein des institutions de la société bourgeoise. À cet égard, le livre de Jan Valtin est essentiel car il décrit une vie totalement soumise à cette dernière option. L'histoire a clairement tranché. Sur les ruines et les cadavres, le capitalisme a poursuivi sa route dévastatrice. Avec un seul acquis pour nous : la certitude qu'il n'y a plus rien à attendre de ces méthodes, de cette « révolution », de ce « communisme » et qu'il faudra au contraire renouer le fil brisé du communisme de Hölz, de Gorter, de Plätner, de Franz Jung et de tant d'autres inconnus.

CHARLES REEVE ■

Bibliographie

- Herman Gorter, « Lettre ouverte au camarade Lénine », *Spartacus*, Paris, 1979.
- Max Hölz, « Un rebelle dans la révolution », *Spartacus*, Paris, 1988.
- Franz Jung, « Le Scarabée-torpille », *Ludd*, Paris, 1993.

- Otto Rühle, « Fascisme brun, fascisme rouge », (Avec un texte de Paul Mattick : « Otto Rühle et le mouvement ouvrier allemand »), *Spartacus*, Paris, 1975.
- Jan Valtin, « Sans patrie ni frontières », *Babel*, Paris, 1997.

1 - Jean Valtin, « Sans Patrie ni Frontières », *Babel*, 1997. Première édition chez Jean-Claude Lattès, 1975. Les citations sont de la dernière édition.

2 - Voir son autobiographie, Max Hölz, « Un rebelle dans la révolution », *Spartacus*, 1988.

3 - Voir plus loin.

4 - Franz Jung, dirigeant du KAPD, le traitera de « chef de brigands », « Le scarabée-torpille », *Ludd*, Paris, 1993.

5 - Les campagnes pour la libération des prisonniers politiques du KPD utilisaient les moyens légaux, la pression parlementaire et surtout, l'aide russe. Un des avatars de l'« internationalisme prolétaire » étant l'échange de prisonniers communistes allemands avec des allemands arrêtés en URSS. Le KAPD, de son côté, préférerait, chaque fois que cela était possible, libérer directement les prisonniers par des actions directes. Karl Plätner sera arrêté en 1922 et condamné à dix ans de prison.

6 - Une fraction des Unions, les AAU-E, refusaient ce modèle et défendaient l'unification de l'action politique et syndi-

cale dans une seule organisation. Otto Rühle fut le théoricien de cette tendance dite unitaire et antiparti, souvent très proche des anarcho-syndicalistes. Le groupe des « Progressistes de Cologne » en faisait partie. Voir Paul Mattick Jr., « Modernisme et communisme antibolchévique », « Oiseau-tempête », n° 4, hiver 1998.

7 - Le Komintern a fait pression pour que le KPD appuie ce mouvement. La révolte de Kronstadt ayant éclaté au même moment, on peut penser que les chefs bolcheviks cherchaient à dévier l'attention des communistes européens de la situation en Russie.

8 - On trouvera une vivante description de l'atmosphère de ces années-là et de l'« action de mars », dans le livre de Franz Jung et celui de Max Hölz.

9 - H. Gorter, « Lettre ouverte au camarade Lénine », *Spartacus*, 1979. L'introduction et les notes de Serge Bricianer établissent clairement les tenants et aboutissants du débat.

10 - Trotsky, intervention contre les délégués du KAPD, Moscou, novembre 1920. Gorter, en plus de son œuvre de

poète, fit des traductions de Spinoza, Dante, Shakespeare, Goethe et Shelley. Voir à ce propos le texte de Serge Bricianer, « Gorter poète », en annexe de « Réponse à Lénine », Spartacus, op. cit.

11 - Paul Mattick, « Karl Korsch », « Cahiers des études de marxologie », direction M. Rubel, n° 7, 1963.

12 - Dès le début des années 20, le KAPD révéla la connivence des deux régimes ; y compris sur le plan militaire. Voir Franz Jung, op. cit.

13 - Paul Mattick, « Karl Korsch », op. cit.

14 - Il y avait, en 1923, environ 6 000 prisonniers politiques en Allemagne.

15 - Daniel Guérin, « La peste brune », Spartacus, 1996.

16 - Franz Jung, « Le dernier défilé », op. cit., pp. 498-501.

17 - Les courants d'opposition furent actifs au sein du KPD jusqu'à assez tard. Le courant de Korsch – taxé de déviation d'« ultra-gauche » par Moscou – critiqua la politique communiste lors de l'insurrection de 1923. Il fut exclu en 1926, et la dernière tendance de gauche en 1929.

18 - Karl Korsch, dans le compte-rendu qu'il fait du livre de Valtin (« Living Marxism », Chicago, 1941), souligne que la fonction du révolutionnaire professionnel devient l'un des piliers de l'immobilisme des partis communistes.

19 - Max Hölz, op. cit.

LES CAFARDS DE GARDE !

LUTTE OUVRIÈRE ET LE CONTRÔLE SOCIAL DES POLICIERS, IL N'Y EN A QUE POUR LES RICHES !

« **DANS** les quartiers populaires, les logements se dégradent faute d'entretien, et la vie dans les banlieues empire faute de gardiens d'immeubles, d'employés municipaux, voire, pourquoi pas, de policiers proches de la population et respectueux de cette dernière. Il n'y en a que dans les quartiers riches. »*

L'OPPOSITION RESPECTABLE ET LES AUTRES LE MONDE DIPLOMATIQUE ET LES ANARCHISTES DE SEATTLE

Après une présentation des différentes organisations non gouvernementales et autres associations luttant contre l'OMC, présentes à Seattle, le seul mot du Monde diplomatique sur les anarchistes** :

« **BREF**, tout le monde était prêt, sauf les policiers, accoutrés comme des figurants d'un film futuriste, qui usèrent de moyens totalement disproportionnés à la situation. Des témoignages, souvent accompagnés de photos ou de vidéos, circulent actuellement et font état de provocations, de sévices et de collusion policière avec des éléments « anars », en fait de véritables hooligans. »

*Extrait d'un tract de Lutte ouvrière, distribué le 29 novembre 1999, à Paris : « Le 11 décembre, manifestons notre ras-le-bol. »

**« Comment l'OMC fut mise en échec », « Le Monde diplomatique », janvier 2000.



MORALE PROLÉTARIENNE STALINISME ET ALCOOLISME

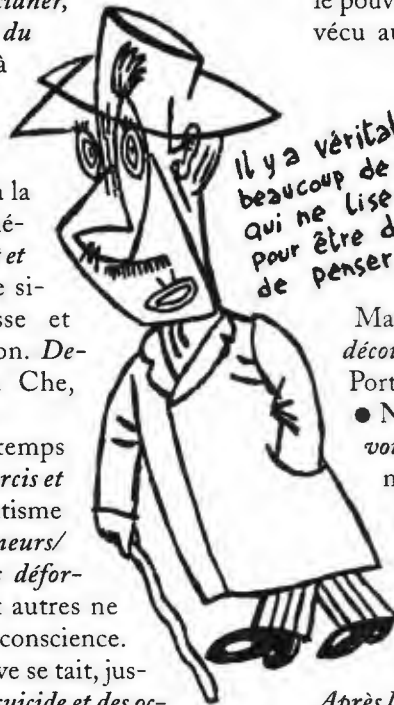
AFFICHE du Département de l'ordre public d'Aragon en 1937, dominé par le PC espagnol, appelant à l'élimination des « alcooliques », ou supposés tels, au nom de l'idéologie du travail.

Avis de Tempête

● **NUMÉRO 1**, printemps 1997. *Face à l'histoire*, les expositions monumentales, exercices de réécriture de l'histoire. *L'État et le nationalisme*, la communauté sans liberté. *Face à face*, l'art contemporain contemple son aliénation, reflète l'aliénation générale. *Les retombées de la guerre froide*, les dégâts des activités scientifiques.

● **NUMÉRO 2**, automne 1997. *L'Immigré et la « loi de la population »*, l'immigration clandestine, irréversible sous le capitalisme moderne. *Quoi de neuf chez les Grecs ?* Les paysans sur les terrains de foot. *Juin 36 : l'envers du décor*, l'ABC de la répression de la gauche. *Serge Bricianer, des nuances du noir et du rouge vif*, être allergique à la planète. *Les mythes de la science expérimentale*, la puissance formatrice de l'humanité, à la fois prometteuse et inquiétante. *Les amours de l'art et de l'argent*, l'art comme signifiant de la richesse et moyen de son expansion. *Dechervelage*, l'image du Che, épouvantail à moineaux.

● **NUMÉRO 3**, printemps 1998. *Dangereux raccourcis et requins végétariens*, zapatisme et néolibéralisme. *Chômeurs/Médias : jeux de glaces déformantes*, se montrer aux autres ne remplace pas la prise de conscience. *Ni Terre ni Liberté*, le rêve se tait, jusqu'à ce qu'un jour... *Du suicide et des occupations*, l'expression par la révolte sociale. *Monte-Charge*, l'art brut comme « supplément d'âme ». *Une lutte sous influence*, les leaders des chômeurs contre la subversion. *La sale gueule du travail*, contre le plein emploi, une vie bien remplie. *Exil/Anagramme*, quand je change de langue, je m'entends parler. *Lettres. Un nouvel ordre culturel*, sans ménagement. *Revenu garanti, travail forcé et Vigipirate*, l'alliance contre le droit à la paresse. *L'Horreur nationale contre l'horreur économique*, la fausse opposition. *Les Sels manquent de sel*, de la solidarité aux dérives populistes. *Les Mots au rebut*, contre l'épanouissement de la parole.



Il y a véritablement beaucoup de gens qui ne lisent que pour être dispensés de penser.

● **NUMÉRO 4**, hiver 1998. *Tous contre Godzilla*, prévenir la contestation sociale par l'embrigadement culturel. *Lettre de Watts*, les pauvres doivent s'élever au-dessus de leur aliénation. *Ni Bourdieu, ni maître !*, plus prêt de Jdanov que de Courbet. *Sortir du nucléaire après la catastrophe*, de la contestation du nucléaire à la remise en cause de l'énergie. *En 2000, ça va être leur fête*, contre les célébrations du III^e millénaire. *El Niño* et *Les noms humains de la barbarie*, les catastrophes naturelles, parties de la question sociale. *Les Progressistes de Cologne*, de 1921 à 1923, sans illusions sur le pouvoir de l'art, leur communisme visuel a survécu au bolchevisme. *Sans pourquoi*, l'entente

entre religion et économie. *Le poème s'éclipse devant ses conséquences*, Gherasim Luca par

Serge Bricianer. *Algérie...*

mots d'amour..., l'essentiel n'est-il pas dans l'existence de l'amour ? *La Névrose sportive au*

service de la rixe bourgeoise, Reich et Marx contre les patriotes du sport. *Il m'a fallu découvrir*, Natalia Correia, surréaliste née au Portugal.

● **NUMÉRO 5**, été 1999. *Le monde comme si vous y étiez !*, jeu de rôle au musée pour la bonne cause. *Le nettoyage par le vide*, pires que le Dr Folamour, les champions de la guerre humanitaire. *Pourquoi Marcuse ?*, parce que, récemment, un graffiti affirmait : « La débauche, pas l'embauche ! ». *Un prolo américain chez les sans-papiers latinos*, naissance d'un mouvement social.

Après la crise de la vache folle, dans distraire, il y a traire. *Les limites de la mondialisation*, à qui profite ce fameux droit à l'autodétermination des peuples ? *Réquiem pour le désir*, parce que le désir du désir. *Un artiste d'économie mixte patriote*, le narcissisme aux couleurs bleu-blanc-rouge. *Yalta basta*, bienvenue à tous les déserteurs. *Pourquoi je ne peux pas écrire un tract maintenant*, les mots sont encore trop vieux. *Rien que les heures*, dans l'espace-temps de la dérive, les montres molles s'affolent. *L'Europe par la guerre*, ainsi émerge un impérialisme européen dominé par le capitalisme allemand. *Le dernier spectacle*, un étrange brouillard est tombé aujourd'hui sur l'imagination.

LE CULTE DU BARBELÉ

Cela a commencé – je crois – par une simple vulgarité, un objet-gag, variation lourde sur le registre déjà pesant du fluide glacial et du coussin péteur. Je le découvris à la page 852 (équipement pour WC) du catalogue printemps été 1995 d'une grande firme de vente par correspondance, Les 3 Suisses.

« L'abattant "barbelés". Inoffensif : le fil barbelé est pris dans la masse ! En acrylique avec charnières chromées. Dim. 37 x 44 cm. adaptable sur cuvette dont l'entre-axes est compris entre 11 et 21 cm. 495 F. » Il y a une photo en couleurs. L'abattant, sorte de couronne de plastique où l'on pose les fesses, est transparent ou plus précisément translucide avec un vague reflet rosé. On y distingue bien le serpent du fil et ses pointes... Grosse rigolade escomptée quand la cousine ou le beau-frère s'éclipsent aux toilettes ; on attend – surtout des dames – une exclamation de surprise et de frayeur.



OUTRE LE MAUVAIS GOÛT le plus ordinaire, dont l'objet représente tout de même une espèce de sommet, quelque chose d'autre retient l'attention. Sans pour autant verser dans les fausses alarmes sur la « banalisation » de l'horreur concentrationnaire, on ne peut qu'être frappé par une récupération mercantile aussi décomplexée d'un symbole d'enfermement et de contrainte universellement véhiculé, notamment par l'affiche politique (ne manque que le mirador !). Ajoutons que le « message » s'adresse à une clientèle populaire.

Quel peut-il être d'ailleurs ? « Concentration, mon cul ! » ou bien « Font chier avec leurs histoires ! » ou encore « Les camps, moi je m'assois dessus ! » ? Je ne veux pas suggérer ici que l'imbécile acquéreur de la chose (onéreuse de surcroît) fasse un achat d'impulsion idéologique, pas plus que je ne souhaite interdire que l'on rie de tout. Mais ce dont on rie – et de quel rire – mérite de figurer parmi les éléments d'appréciation d'une société et d'une époque. En l'espèce, ces barbelés utilisés en renfort de l'humour franchouillard me causèrent une impression de malaise, qui semblait pourtant devoir rester sans suite. Tout au plus, les protestations du clergé brésilien contre un fabricant de maillots de bains ayant imprimé, côté cul, la figure du Christ couronné d'épines, fournissaient-elles un piquant

écho à notre « abattant ». Les deux opérations avaient bien pour conséquence de mettre symboliquement en contact la même partie de l'anatomie humaine avec des ronces, naturelles ou usinées, mais l'on voit bien que dans l'affaire du slip, la transgression (pensée ou non) est de nature religieuse, sans référence au symbole concentrationnaire.

Or il advint que, feuilletant quatre ans plus tard un magazine censément destiné à la jeunesse, je remarquai un tatouage affectant la forme d'un bijou dit « bracelet d'esclave » sur le biceps droit d'une actrice de série américaine¹. On l'a deviné, il s'agissait d'un fil de fer barbelé, hyperréaliste, aux pointes particulièrement visibles. Certes, le tatouage fut pour les marginaux et les rebelles (marins, bagnards, etc.) un signe de reconnaissance. Mais que subsiste-t-il de cette révolte dans l'exhibition d'une poupée Barbie, probablement responsable de la mode dont on me dit qu'elle a particulièrement sévi l'été dernier sur les bras de centaines d'adolescentes italiennes ? Propagé par une telle icône du décervelage et de l'acculturation, le geste d'arborer un symbole d'enfermement qui lacère les chairs n'est plus qu'un sale tour joué par le système. Ces jeunes filles – ce sont toujours *des filles* – dont on commence à croiser les clones à Paris, comment pourraient-elles réfléchir au sens de ce qu'elles affichent ? Révolte gadgetisée, rite initiatique qui n'intègre à rien : comment s'avouer davantage dépourvu de *repères* dans le moment même où l'on couvre son corps de signes indélébiles ?



OUTRE LE TATOUAGE, percing et « body art » ont la faveur des jeunes « créatifs ». Le magazine *Les Inrockuptibles*, observatoire complaisant des nouvelles aliénations, intitulait justement son numéro d'été : « Le corps dernier cri ». Heureuse formule, qui indique à la fois la prégnance de la mode sur les jeunes, et le désespoir muet qui leur fait traiter leur corps comme les détenus le leur, contraints de s'automotiler pour attirer l'attention. « Comment chacun se débrouille avec ce machin » sous-titrait non moins significativement la revue. Lorsque La Méttrie publiait *L'Homme machine*, il opposait une vision matérialiste de l'humain aux dogmes religieux. Lorsque de vieux jeunes gens décrètent le corps

« machin », ils avouent le désenchantement piteux, qu'ils éprouvent sans le critiquer, devant la vision marchande et industrielle du corps que projette le capitalisme contemporain. Qu'est-ce qu'un machin ? une chose sans nom ni genre, dont la machine est la matrice, et non plus même le féminin. Mon corps et moi : schizophrénie commune aux vieux croyants et aux savants fous de la chirurgie esthétique et des manipulations génétiques. Mon corps et moi ne faisons qu'un.

Il y a une quinzaine d'années, j'avais réalisé un « objet » intitulé « Mais qu'est-ce qui lui passe par

la tête ? », constitué d'une grosse tête de baigneur en Celluloïd posée sur un socle et piquée de plusieurs morceaux de fil de fer barbelé. Aujourd'hui, la mode des implants crâniens se développant, on peut paraît-il se faire greffer des pas de vis sur la tête et y installer, selon l'inspiration, des décorations temporaires. Je ne suis pas sûr de mieux comprendre « ce qui leur passe par la tête », mais je sais qu'un jour prochain, je rencontrerai mon cauchemar dans la rue : une tête de poupon fièrement barbelée sur un « machin » vivant...

CLAUDE GUILLON ■

1 - Pamela Anderson, série « Alerte à Malibu » ; « 20 ans », juin 1999, p. 30.



● Renée Chalumau. 1999 ●

CAMPAGNES À VENDRE LE MIROIR AUX ILLUSIONS

« Qui sommes-nous, nous, pauvres vigneron ? Nous sommes ceux dont chaque espoir s'est traduit par plus de misère. Nous sommes ceux qui, rivés au sol, demandent à ce sol leur pitance. Parmi les gueux, nous sommes les plus gueux. »

LE TOCSIN

Dimanche 7 mai 1907, Argeliers, Aude

en France, les campagnes ont encore occupé la une des médias, à l'occasion de sabotages contre l'implantation des premiers plans de céréales transgéniques, puis du saccage du McDo-nald à Millau. C'est chaque fois le même scénario : les hommes d'État, et les journalistes à leur solde, cloîtrés dans la capitale, affichent à l'ordinaire le plus souverain mépris pour les « ploucs » des provinces, incapables à leur yeux de la moindre initiative autonome. Lorsque le voile du silence est déchiré, ils ressortent les poncifs les plus éculés sur les belles traditions campagnardes de la France. Pour y comprendre quelque chose, mieux vaut abandonner le terrain du spectacle pour nous préoccuper de la réalité.



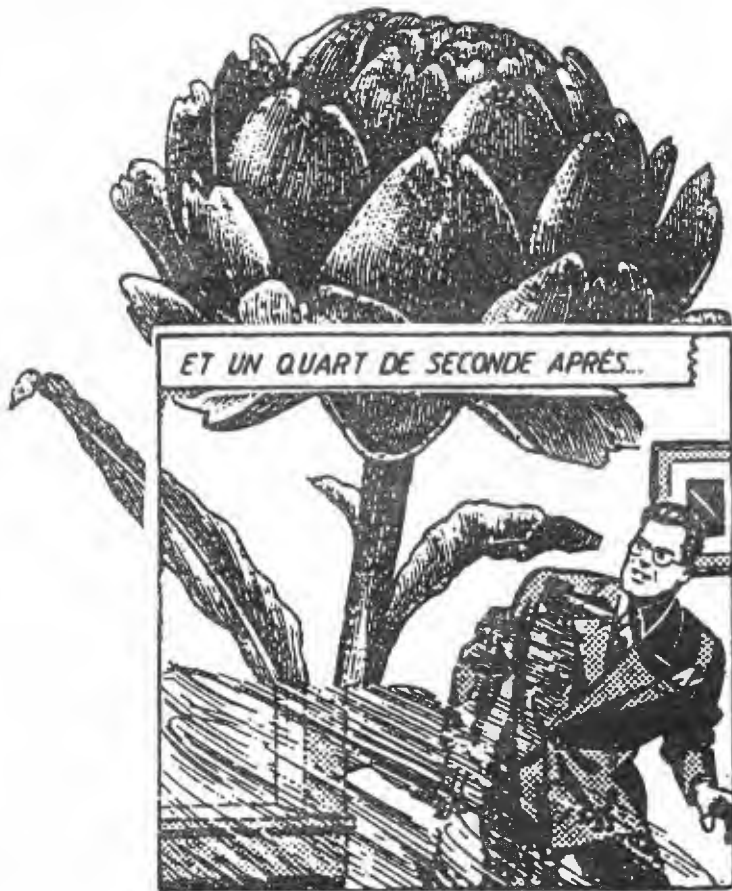
DANS LE PASSÉ, la France a été l'État le plus centralisé d'Europe, dont la grande majorité de la population était composée de paysans parcellaires. Mais, n'en déplaise aux nostalgiques, le capitalisme a depuis longtemps modifié la structure de la société campagnarde. Elle n'a plus grand-chose à voir, sauf parfois dans quelque vallée enclavée de haute montagne, avec les images d'Epinal. Deux guerres mondiales, puis l'accumulation forcenée du capital dès les années 50, sous l'égide de l'État et par le biais des plans d'aménagement du territoire national, l'ont labourée en profondeur.

La manifestation la plus évidente de la modification de la société rurale est la désertification rapide de régions entières. Mais, de façon plus générale, ce sont les formes de propriété, les modes de travail et les façons de vivre qui ont été bouleversés en profondeur. A sa façon, le capitalisme a surmonté l'antique opposition entre la ville et la campagne. Le même délire totalitaire des urbanistes qui détruit les villes reconstitue, sur la base de la désertification, des pseudo-campagnes désormais recouvertes de masses informes de résidus urbains et

saignées par les tranchées des autoroutes et des chemins de fer à grande vitesse. A la suite des premières, transformées en centres urbains, les secondes sont devenues pour l'essentiel des zones rurales périphériques dont les locataires n'ont plus grand chose à voir avec les villageois d'antan.

Les paysans parcellaires avaient leurs préjugés. Mais ils avaient au moins le souci de ne pas trop épuiser les sols et les animaux. Ils savaient que leur fertilité n'est pas inépuisable. Ils les laissaient se reconstituer et les aidaient à le faire, entre autres par la rotation des cultures. L'industrialisation de l'agriculture exige, elle, que les sols et les bêtes rendent gorge au plus vite, que la polyculture et l'autosubsistance soient réduites à la portion congrue. Au nom du progrès, les agriculteurs ont perdu dans leur masse le souvenir des savoir-faire et des solidarités villageoises. Ils partagent désormais les représentations réifiées des agrotechniciens pour qui les sols et les espèces sont les bancs d'essai de manipulations chimiques grandeur nature, voire génétiques. La plupart d'entre eux déversent sans complexe, tous azimuts, leurs éprouvettes géantes bourrées d'engrais, d'insecticides et d'antibiotiques et participent ainsi à la stérilisation de la vie. Sous la houlette de l'État, via l'Inra et l'école d'agriculture, ils sont devenus des techniciens, puis, avec la spécialisation et la dépréciation du travail, des opérateurs, chargés, entre autres tâches répétitives, de contrôler l'état des cultures et des élevages assistés par ordinateur. Ceux qui sont hostiles au productivisme à outrance et aux nuisances qu'il engendre, qui refusent de produire, de consommer et de faire consommer à autrui n'importe quoi, qui tentent de perpétuer des connaissances et des formes d'entraide communautaire d'autrefois, de les développer sous le label du bio, restent des exceptions.

Les tracteurs ont favorisé depuis longtemps la concentration des parcelles et transformé leurs pos-



● Barthélemy Schwartz ●

sesseurs héréditaires en débiteurs à vie du Crédit agricole, criblés d'hypothèques. Les semences hybrides leur ont porté le coup de grâce. Elles ne permettent pas aux agriculteurs de garder en partie le grain récolté pour réensemencer les champs, ce que les paysans ont fait pendant des millénaires, et encore moins d'améliorer les espèces qu'ils cultivent. Ils doivent les racheter chaque année aux semenciers, qui les fabriquent, eux, par croisement et sélection forcés.

Dans le meilleur des cas, les hybrides sont stériles au bout de quelques années à peine. Dans le pire, dès la première année, telles les variétés de maïs trafiqué qui sont devenues l'une des bases principales de l'alimentation animale et humaine, dans les pays capitalistes avancés du moins. La hausse de la productivité se réalise ainsi au prix de la perte de la faculté de reproduction et de la dépendance accrue des derniers agriculteurs traditionnels aux groupes agroalimentaires. Adaptées à la monoculture intensive et extensive, les graines hybrides génèrent des plantes fragiles, qui pompent le maximum d'eau et exigent des masses croissantes de pesticides et d'engrais artificiels pour survivre dans

le milieu qui leur est devenu hostile. En quelques décennies, l'agriculture céréalière est devenue la vache à lait des trusts, de la Lyonnaise des eaux à Rhône-Poulenc.



DÉJÀ, À L'ÉPOQUE de la révolution de 1848, Marx soulignait que « la parcelle du paysan n'est plus que le prétexte qui permet au capitaliste de tirer de la terre profit, intérêt et rente et de laisser au paysan le soin de voir comment il réussira à se payer son salaire »¹. Il y a longtemps que les agriculteurs ne négocient plus l'essentiel des marchandises sur les marchés des bourgs, à l'exception des zones reculées et des branches particulières, comme le bio. Les firmes leur fournissent les marchandises à traiter, leur reprennent pour les livrer à d'autres, avant de les revendre elles-mêmes.

Bien sûr, les systèmes contractuels peuvent recouvrir des situations de classe très différentes. Les propriétaires aisés, sinon cossus, qui emploient des salariés par intermittence, en particulier des sans-papiers originaires d'Europe centrale, sont eux aussi soumis à de tels systèmes. En bas de l'échelle, les smicards à façon de l'agrobusiness possèdent au mieux leur lopin et leur habitation, à titre de propriété nominale. Ils sont soumis à l'une des formes du travail salarié à domicile, faite de labeur acharné, de chômage forcé, de recherche de travaux annexes pour boucler les fins de mois. D'ailleurs, l'activité rurale est de plus en plus déconnectée de l'activité agricole : elle est liée au tourisme, etc. Pour les plus ruinés, les modiques subventions parviennent à peine à couvrir l'entretien de la famille et à assurer l'équivalent du RMI.

Pourtant, dans les campagnes, les représentations et les termes que l'on emploie pour parler de la lamentable situation sont en constant décalage par rapport à ce que l'on subit. Bien peu reconnaissent comme telle leur situation de classe et la plupart s'accrochent encore au mythe de leur fantomatique propriété. Voilà qui fait l'affaire des propriétaires réels de l'agriculture. L'État maintient la fiction du libre marché, dans la mesure où, pour les premiers concernés, il est synonyme d'autonomie. Les agromanagers, en versant des salaires aux pièces sous forme de prix, qui plus est indexés sur les prix de marché manipulés par l'État et la Commission européenne, font des bénéfices accrus à moindre frais. On aurait tort de n'y voir que des formes obsolètes condamnées à disparaître. Selon la formule bien connue, le plus archaïque est aussi

le plus moderne. Les salaires aux pièces alignés sur les bénéfiques de l'entreprise sont aujourd'hui portés aux nues par les apologistes du capitalisme fin de siècle.



BAKOUNINE SIGNALAIT, à la veille de la défaite de la Commune de Paris, que « les mesures réactionnaires du pouvoir central sont, en France, décrétées au nom des paysans, même lorsqu'elles sont prises contre eux »². Épaulé par les chefs syndicalistes de la FNSEA, aux origines quelque peu monarchistes et vichystes, l'Etat continue, à chaque crise, à jouer le rôle de protecteur de la paysannerie. En réalité, la modernisation de l'agriculture a bénéficié en priorité aux agrariens qui, par le biais de la concentration des terres et de l'intégration à l'industrie, ont formé des trusts, lesquels contrôlent et dirigent l'ensemble de la chaîne agroalimentaire, de la production à la distribution, dans l'Hexagone et hors des frontières. En moins de cinquante ans, la France est devenue le premier exportateur d'agroalimentaire en Europe, le deuxième derrière les États-Unis sur le marché mondial.

Avec l'avancée fulgurante du capitalisme high-tech, l'intégration accrue à l'Europe, la concurrence déchaînée pour le contrôle du marché mondial, sur fond de surproduction agricole, les choses ne vont pas s'arranger pour les agriculteurs au bord de l'abîme. Le capitalisme français ne peut pas piétiner sur place sous peine de perdre de la distance face à ses adversaires, les États-Unis au premier chef. Bien qu'il existe des contradictions entre les États européens sur les modalités de la gestion et de la transformation de l'espace commun, ils sont d'accord sur l'essentiel : la concentration de la propriété foncière et la productivité agricole sont encore insuffisantes. En France même, l'Etat, en complicité avec Bruxelles, va limiter à presque rien les mesures d'assistance, indexer encore plus les primes sur les gains de productivité, développer le système de quotas et de mise en jachère obligatoire, etc. Sans hésiter à employer la contrainte. Depuis Napoléon, la gendarmerie a pour rôle traditionnel de quadriller la campagne. Progrès oblige, elle est désormais secondée par les gestionnaires de Bruxelles, assistés de satellites artificiels chargés de surveiller l'application des directives de la PAC.

Dans cette optique, la mise en œuvre à grande échelle de la transgénèse apparaît comme la nouvelle Amérique de l'Europe agricole. Les naïfs croient que l'État français hésite à le faire encore pour quelque raison humanitaire. Mais depuis plusieurs années, nous ingérons déjà du transgénique,

via la lécithine de soja et les dérivés du maïs. En France, les recherches sont poursuivies de plus belle. Elles ont déjà commencé à être appliquées en grand par l'Inra sur les terrains de chasse habituels de la France, en Afrique de l'Ouest. Et la transgénèse permettra de déconnecter encore plus l'agriculture de l'alimentation. Dans l'imaginaire populaire, les deux sont liées. Pourtant, des agriculteurs cultivent déjà des céréales pour alimenter les secteurs de la bioénergie, de la pharmacie, etc. Dans l'avenir, des pans entiers de l'agriculture seront utilisés pour fabriquer des matériaux transgéniques pour l'industrie, telles les semences de colza trafiquées qui génèrent des polymères. Par contre ni l'Europe en général, ni la France en particulier, ne veulent que les États-Unis prennent le contrôle du marché agricole européen, par transgénèse interposée, qui joue ici le rôle du cheval de Troie pour renverser les barrières du protectionnisme continental. Tel est le sens des moratoires, des étiquetages et des opérations promotionnelles sur la qualité des marchandises agricoles hexagonales.



DANS LA MARCHÉ FORCÉE vers la centralisation accrue du capital européen, le rôle dévolu à la France, située au carrefour de l'Europe occidentale, est quelque peu particulier. La variété des reliefs, des climats et des prétendus terroirs doit être mise en valeur bien plus qu'elle ne l'a été jusqu'à aujourd'hui. Il faut donc aménager les régions désertifiées pour les transformer encore plus en parcs et en villages à la française, dans lesquels les îlots épuisés des centres urbains pourront déguster de l'authenticité rurale de pacotille, et, pourquoi pas, y développer le télétravail. Dans les années 70, les révoltés qui désertaient les mégapoles espéraient au moins réaliser ailleurs des activités communautaires en rupture avec le monde de la marchandise. Les cadres transplantés, eux, viennent avec leur ordinateur portable et veulent disposer sur place de marchandises dernier cri.

Pour réaliser de tels objectifs, à côté de l'agriculture high-tech ultraconcentrée et de l'utilisation de zones ravagées comme poubelles industrielles, la France subventionne l'agriculture et l'élevage de terroir, source de prestige et de lucratives bénéfiques sur le marché mondial, dans lesquelles la bio banalisée, déjà en partie industrialisée et financée par l'agroalimentaire, jouera le rôle de la bergère. Voilà le sort réservé à la progéniture des derniers agriculteurs : jardiniers de la nature en kit, grooms de gîte d'étape, gardiens de dépôt d'ordures. Mais, dans les plans de répartition de la population, Paris n'a pas

oublié celle des mégapoles. Il compte confier la reconstruction de hameaux en ruine à des « désespérés » des banlieues casernes. Rien de tel que le travail au RMI, en plein air et au milieu des décombres, sous l'œil de la gendarmerie, pour calmer les esprits échauffés.



POUR LES LAISSÉS-POUR-COMPTÉ de la modernisation de l'agriculture, la source exclusive de leur malheur est ailleurs : aux États-Unis, dans le reste de l'Europe, voire dans la puissance des trusts français. D'où leurs crises de fureur, encadrées par les nervis des leaders de la FNSEA, contre les préfetures honnies, symboles du pouvoir central, aux cris chauvins d'avant le déluge « Pays, paysans ! ». Ils brûlent leurs récoltes et immolent leur bétail, en sacrifice au dieu du marché, dans l'espoir insensé de relever les cours. Tandis que, en coulisses, leurs leaders les écrasent au nom de l'unité paysanne, via le ministère de l'Agriculture et la commission de Bruxelles. Et les plus xénophobes rejoignent les miliciens chasseurs pêcheurs de la Coordination paysanne, créatures du couple vendéen de l'année, de Villiers-Pasqua.

Pourtant, dès Mai 68, des poignées de paysans révolutionnaires tentèrent de rompre avec le mythe de l'unité paysanne. Tels ceux qui furent solidaires des grévistes, en particulier dans la région nantaise, lorsque les ouvriers de Sud-Aviation entrèrent les premiers dans la grève générale. « Nous ne serons pas les Versaillais de Mai 68 »³, affirmait le tract diffusé dans la ville par l'éphémère Comité de liaison ouvriers-paysans. Dans les années qui ont suivi, les révoltés des villes et ceux des campagnes eurent de nombreuses occasions de lutter au coude à coude, du Larzac à l'opposition à l'implantation des centrales nucléaires et à bien d'autres plans pharaoniques de l'Etat. Quand nous regardons avec recul les luttes de l'époque révolue, il est facile d'y voir bien des naïvetés, le mythe de la vie naturelle hors des métropoles, et des limites, la panacée de la gestion du travail par les travailleurs eux-mêmes, hors du contrôle de l'Etat, qui sous-tendait l'idéologie antiproductiviste de groupes comme Paysans travailleurs. Il n'en reste pas moins vrai que des paysans radicaux abandonnèrent bien des préjugés, y compris ceux relatifs à « leur » propre propriété, affichèrent leur hostilité à l'Etat et placèrent leurs espoirs dans la montée et la convergence des luttes réelles contre le monde capitaliste.

Au cours des dernières années, les actions subversives menées par quelques ruraux et néo-ruraux incontrôlés qui, pour certains, sont membres de la

Confédération paysanne, ont pu faire croire qu'elle allait reprendre le flambeau du radicalisme paysan des années 70. Mais l'influence de la Confédération a grandi, au cours de la dernière décennie, en raison inverse du recul des résistances radicales. Les sabotages, qu'elle a parfois soutenus du bout des lèvres, dans la mesure où ils lui permettaient d'avoir pignon sur rue, ne reflètent pas les positions de l'ensemble de ses membres qui, pour beaucoup, sont des transfuges de la FNSEA déçus, sans plus, par leurs leaders. Présentée comme l'héritière de Paysans travailleurs, elle n'en a repris que les travers, amalgamés aux idées à la mode à gauche de la gauche caviar, de la bio pasteurisée à l'écologisme gestionnaire de l'Etat. Sa contestation des dérives génétiques a pu faire quelque peu illusion. Mais elle est toujours restée sur le terrain réformiste du « principe de précaution » et du « moratoire sur la mise en culture et la commercialisation des semences transgéniques », contrôlés par des « comités d'éthique sur la génétique animale et végétale »⁴, placés sous l'égide de l'Etat.



« **L'AGRICULTURE PAYSANNE** », qui constitue le noyau de son programme, est le kit idéologique de tous ceux qui en veulent à l'agrobusiness, pour les motifs les plus divers et, parfois, les plus contradictoires. En théorie, les leaders de la Confédération la définissent comme « l'agriculture qui encourage la qualité, l'emploi par l'installation de nombreux paysans et l'aménagement harmonieux du territoire », voire « l'autonomie des paysans envers l'agrobusiness »⁵. Drôle d'autonomie individuelle, puisque, de leur propre aveu, la réalisation de leur programme n'a de sens que dans le cadre du marché agricole, oxygéné par les aides de l'Etat et celles de la commission de Bruxelles. Rien d'étonnant qu'ils participent aux élections des chambres d'agriculture et talonnent le gouvernement, comme n'importe quels bureaucrates syndicaux, afin d'être acceptés au Conseil économique et social, pour y jouer les conseillers du prince.

En pratique, « l'agriculture paysanne » masque les lignes de fracture réelles dans les zones rurales. Ainsi, les leaders de la Confédération demandent à intervalles réguliers que telle ou telle branche de l'agriculture récupère en partie les bénéfices monopolisés par l'agrobusiness, sans toucher aux prix de marché, pour ne pas soulever l'indignation des consommateurs. Bien entendu, la chute des cours accélère la concentration de la propriété entre les mains des patrons de la branche. Mais leur augmentation conduira au même résultat ! Car dans

chaque branche, les producteurs ne sont pas sur le même pied. Loin de là. A supposer que la chose soit possible, sous la forme de soutien des cours par l'Etat, la situation des ilotes ruraux ne changera pas pour autant. Les leaders de la Confédération révèlent ainsi leur incapacité de dépasser l'horizon du capitalisme, à reconnaître la permanence de situations de classe très différentes dans les zones rurales, même si elle sont regroupées sous l'appellation non contrôlée et fallacieuse de paysannerie d'origine. En témoignent les modèles d'agriculture paysanne prospère qu'ils portent aux nues et qui servent à faire rêver ceux qui crèvent à petit feu sur leur lopin. Au nom du bio, ils font la publicité de propriétaires qui investissent dans les marchés porteurs, comme les marchandises de terroir à usage des touristes ou destinée à l'exportation, lesquelles sont bien plus vendues dans les boutiques de luxe que dans les rayons des supermarchés : foie gras, etc. Bel exemple d'activité paysanne respectueuse de notre milieu que le travail générateur de « bonne bouffe », qui repose sur les procédés les plus implacables de domestication des volatiles.

Comme d'autres rénovateurs qui ont pris leur distance envers les centrales ossifiées, tel Sud chez les fonctionnaires de l'Etat, les leaders modernistes de la Confédération ont compris que la base traditionnelle du syndicalisme à la papa périssait, y compris dans l'agriculture, par suite des mutations profondes que connaît, depuis plusieurs dizaines d'années, la structure de classe de la société. C'est le capitalisme lui-même qui scie la branche sur laquelle prenait appui le corporatisme paysan, borné à la défense de la parcelle. Voilà pourquoi les leaders de la Confédération récupèrent en partie les déçus de la FNSEA et cherchent des ouvertures à travers les murs des lopins afin d'élargir leur audience à d'autres couches, urbaines et rurales, y compris hors des frontières, en direction du tiers-

monde, pour lequel ils préconisent leur version recyclée de l'autonomie nationale : l'autonomie alimentaire de chaque Etat. Dans l'Hexagone, la lutte contre la « mal bouffe » est le pivot de leur opération promotionnelle. Sous prétexte d'écologie et de respect du citoyen, ils caressent dans le sens du poil le chauvinisme gastronomique bien français et se font l'écho des inquiétudes de franges, encore res-



● La nature sans plis. Paul de Nooyer. 1981 ●

treintes, de la population, préoccupées par la dégradation rapide de l'alimentation et l'accumulation des scandales dans le secteur agro-alimentaire.

Là comme ailleurs, il s'agit de recycler les idées reçues qui constitue le fond de commerce de la contestation platonique de la propriété et de l'Etat afin de « légitimer notre rôle d'interlocuteurs incontournables entre le monde paysan et les pouvoirs publics »⁶. La Confédération fait du lobbying, au coude à coude avec les champions de la « lutte

contre le néolibéralisme », dans le style de l'Attac. Rien de plus.



PENDANT PLUS DE CENT ANS, toutes les tentatives de subversion du monde, à la ville comme à la campagne, ont buté sur la question de la propriété, en particulier de la propriété paysanne. De la prise de position des campagnes dépendait souvent le sort des grandes grèves dans les villes, voire des insurrections qui y éclataient, comme le montra l'aventure de la Commune de Paris. La famine fut toujours l'une des forces dissolvantes des révolutions urbaines, peut-être plus sournoise et plus dangereuse que la répression de l'Etat lui-même. Pour la surmonter, le rôle des paysans était déterminant : ils détenaient encore la clé des greniers. Voilà pourquoi l'une des préoccupations essentielles des ouvriers insurgés était le ravitaillement de la ville par la campagne et le type d'échanges qu'ils pouvaient mettre en place avec les paysans. Nous savons aussi que les tentatives de résoudre le problème des sources d'approvisionnement de façon autoritaire, par la terreur de la ville sur la campagne, à la mode du Parti communiste russe, c'est-à-dire par l'expropriation forcée de la propriété traditionnelle sous l'égide de l'Etat, ne fit qu'aggraver la situation.

Désormais, vu les bouleversements accomplis par le capital lui-même dans les Etats les plus avancés de la planète, la question ne peut plus être posée dans les mêmes termes. L'agriculture est devenue pour l'essentiel l'une des dépendances de l'industrie. Il en résulte que la satisfaction des besoins les plus élémentaires de la vie humaine, le boire et le

manger, sans même parler du reste, devient de plus en plus problématique.

Des poussées révolutionnaires sont impensables sans le blocage prolongé de secteurs aussi décisifs de l'économie que celui de l'agroalimentaire. De telles paralysies de la production confronteront bien plus vite qu'autrefois l'ensemble de la population, y compris la population rurale, à l'angoissante question alimentaire. Pour commencer à la résoudre, il est impossible de se contenter d'exproprier les expropriateurs, de remettre en route telles quelles les principales branches de l'économie, l'agriculture en particulier. Sa résolution exige la rupture radicale la plus rapide possible avec l'ancien monde de la propriété, du travail et de l'Etat.

Pour ce faire, les révolutions à venir reprendront à leur compte, et développeront sans doute, des formes d'activité et d'entraide issues de l'histoire paysanne qui n'existent plus aujourd'hui, sous nos latitudes, qu'à l'état de traces imperceptibles. Mais gardons-nous de la nostalgie du passé mythifié, sous peine de retomber dans les ornières de la domestication, qui accompagne la propriété foncière, fut-elle celle du paysan. Sans refonder vite l'ensemble de l'activité humaine sur des bases contraires à celles qui sous-tendent la propriété et l'Etat, sans liquider l'agriculture au bénéfice de modes de culture susceptibles de transformer la nature sans la détruire, la libération des esclaves salariés du joug de l'exploitation et de la domination restera du domaine des vœux pieux.

ANDRÉ DRÉAN ■

1 - « *Le 18 brumaire de Louis-Napoléon Bonaparte.* » Karl Marx. *Œuvres choisies, tome I, Editions du Progrès.*

2 - « *Lettre à un Français sur la crise actuelle.* » Michel Bakounine. *Œuvres, tome II, Stock Plus.*

3 - « *Tract du Comité de liaison ouvriers-paysans.* ». Cité de mémoire. Document sans doute introuvable aujourd'hui dans des publications.

4 - « *Technologies génétiques : pour le moratoire sur la mise en culture et la com-*

mercialisation, pour l'application du principe de précaution. » Communiqué de la Confédération paysanne, 17 mars 1997, siège de Bagnolet.

5 - « *Agriculture paysanne : l'agriculture au service de la société.* » Communiqué de la Confédération paysanne, 25 mai 1997, siège de Bagnolet.

6 - « *A nous tous d'être à la hauteur !* » Editorial de « *Campagnes solidaires* », du 1^{er} novembre 1999.



MONTÉE ET CHUTE DES MOUVEMENTS RADICAUX NOIRS AMÉRICAINS LES CHOSES ÉTAIENT ALLÉES TROP LOIN...

deux livres récents traitent de divers aspects du Mouvement de libération des Noirs américains dans les années 60, mouvement dont l'histoire reste relativement méconnue, même si les événements décrits ont eu lieu il y a tout juste vingt ans. Si le mouvement radical des prisons et les Black Panthers sont des phénomènes différents, ils se recoupent en grande partie et, fait significatif, lorsque l'un d'eux s'effondra, l'autre fit de même.



PEUT-ÊTRE NULLE PART AILLEURS qu'aux États-Unis le mouvement des prisons n'a été aussi puissant qu'en Californie. *The Rise and Fall of California's Radical Prison Movement* d'Eric Cummins¹ examine la façon dont le système carcéral de l'après-guerre créa involontairement une intelligentsia de prisonniers. Pendant les années qui suivirent, cette couche d'intellectuels-prisonniers eut un impact important sur le système carcéral d'État.

Jusqu'au début des années 50, les prisonniers de la plupart des États américains relevaient du statut de la « mort civile ». Pour les détenus, cela signifiait qu'ils n'avaient aucun droit de communiquer avec le monde extérieur, ni aucune liberté d'expression. À la suite de la grande vague d'émeutes qui éclatèrent dans plusieurs prisons en 1951-52, pendant les années qui suivirent, la notion de « mort civile » fut progressivement remplacée par le langage de la thérapie, avec le but ultime de « réformer » le condamné en vue de sa réintégration dans la société. À San Quentin, grâce au zèle missionnaire du bibliothécaire de la prison, la notion de « bibliothérapie » devint à la mode. Sous ce régime thérapeutique, la bibliothèque de la prison fonctionnait comme une sorte d'« hôpital de l'esprit », où les détenus, sous l'œil vigilant du bibliothécaire, se réhabilitaient selon un processus de lectures dirigées et de réflexion personnelle. L'augmentation du savoir devait aboutir à l'« adaptation » à la société. Le contenu de ces lectures était strictement contrôlé ; aucun matériau « athée », « subversif » ou « antipatriotique » n'était autorisé. Mais le loup était déjà dans la bergerie. Malgré les intentions des

autorités, en quelques années, les détenus subvertirent la bibliothérapie en une critique des prisons et des structures répressives de la société dans son ensemble qui les avait emprisonnés.

À commencer par Caryl Chessman, qui fut un des premiers détenus à faire parvenir clandestinement des manuscrits à des éditeurs de l'extérieur, de plus en plus de détenus se mirent à rédiger des attaques très personnalisées mais étayées contre la prison. Même si une bonne part de ces écrits de détenus étaient très centrés sur leurs auteurs eux-mêmes et servaient à créer une aura individualiste de « héros hors-la-loi », à la fin des années 60, par exemple avec *Soul in Ice* de Eldridge Cleaver² ; la littérature de prisonniers trouva un public de plus en plus large chez les lecteurs de l'extérieur, où les mouvements en faveur des droits civiques et contre la guerre créaient un terrain fertile pour la critique de la société américaine. La dissidence bouillonnait également dans le système carcéral, et un mouvement de prisonniers commença à émerger, surtout après les émeutes de 1967 et 1968, où les sentiments nationalistes noirs se répandaient chez les jeunes Noirs des ghettos.

En 1971, l'idéologie « révolutionnaire » auto-proclamée était si répandue parmi les détenus des prisons californiennes que l'administration pénitentiaire se retrouva sur la défensive. Plusieurs récits de témoins oculaires contenus dans le livre le montrent : les visiteurs étaient étonnés de voir des quartiers de détention entiers couverts d'affiches de Che Guevara, Mao Tsé-toung et Malcolm X et des détenus se livrer à un entraînement semi-militaire dans les cours. *Le Manifeste communiste* fut réécrit à la main en un anglais simple et servit dans les groupes d'alphabétisation de base ainsi que pour l'éducation politique des détenus. Pendant plusieurs années, un journal radical fut publié par des détenus qui avaient mis au moins un système élaboré pour faire sortir des matériaux ; ces textes étaient composés et imprimés par des sympathisants de l'extérieur, puis réintroduits clandestinement dans les prisons et diffusés parmi les détenus malgré l'interdiction officielle du journal par les au-

torités. À un moment, les fonctionnaires de la prison de San Quentin furent si inquiets que des manifestants extérieurs n'envahissent la prison que des plans secrets furent élaborés pour envisager la possibilité d'utiliser en dernier ressort des armes à feu pour repousser une attaque.



TOUTEFOIS, VERS 1977, le mouvement radical des prisons en Californie était pour ainsi dire mort et l'administration en mesure de reprendre le contrôle des prisons. Dans une large mesure, cela résultait du reflux des mouvements de protestation de la fin des années 60 et de la montée proportionnelle des idées conservatrices qui se produisit dans son sillage. Mais il y avait aussi des limites graves dans les perspectives du mouvement des prisonniers lui-même. Le mouvement était dominé par un hyper-léninisme et un avant-gardisme paramilitaire qui avaient été adoptés tels quels tant par les détenus que par leurs soutiens à l'extérieur. Dans ces perspectives, la révolution était réduite à une série de tactiques de guérilla menées par une élite politiquement consciente au nom des masses. L'analyse sous-jacente était simpliste, considérant la société dans son ensemble comme un simple reflet de la prison, avec un État « fasciste » pareil à l'administration pénitentiaire en plus grand.

Les conséquences furent catastrophiques, comme le montre le livre. L'accent exclusif mis sur la lutte armée, avec la nécessité implicite d'une direction hiérarchisée et n'ayant de compte à rendre à personne permit à des opportunistes astucieux d'exploiter le mouvement à des fins personnelles. Des voix discordantes, comme James Carr³, qui avait lu Korsch et les situationnistes et ne craignait pas de critiquer ouvertement le mouvement, finirent mystérieusement assassinés, ainsi que des avocats du mouvement comme Fay Stender, qui essuya des coups de feu et resta paralysée parce qu'elle avait été jugée « contre-révolutionnaire ». Si l'on ne peut écarter la main de l'État pour avoir semé la suspicion et répandu les rumeurs qui conduisirent à

ces agressions, la plupart étaient des actes de rétorsion internes opérés par des collectifs du mouvement des prisonniers et ouvertement reconnus comme tels.



À LA FIN DES ANNÉES 70, profitant de l'idée que « les choses étaient allées trop loin » et soutenue par une législation californienne plus conservatrice, l'administration pénitentiaire reprit la haute main sur les prisons et restreignit considérablement les capacités d'organisation des détenus. D'une manière



Pour bien se rendre compte de ce que l'homme pourrait faire s'il voulait, il suffit de penser aux gens qui se sont sauvés ou ont voulu se sauver de prison. Ils en ont fait autant avec un simple clou que s'ils avaient eu un bélier.

● Barthélémy Schwartz. G. C. Lichtenberg ●

re générale, cela consista en une stratégie « dure » de répression accrue comme l'embauche de gardiens supplémentaires, les enfermements et l'emploi de cellules d'isolement pour les détenus auteurs de troubles. Curieusement, l'une des stratégies « douces » les plus efficaces utilisées pour saper l'organisation fut l'introduction des télévisions privées dans les cellules, l'administration pré-

voyant avec machiavélisme que cela découragerait la lecture chez les détenus.

De nos jours, la Californie dépense pour l'enfermement plusieurs fois la somme qu'elle consacre à l'enseignement ; la construction de prisons dans l'État s'est considérablement développée, comme ailleurs dans le reste du pays et il y a plus de gens incarcérés qu'il n'y en a jamais eu dans l'histoire des États-Unis, avec des taux d'incarcération supérieurs à ceux de la Chine et même de l'Afrique du Sud au pire moment de l'apartheid⁴. Selon une estimation, le taux de chômage des États-Unis augmenterait de 2 à 3 % si les détenus actuellement

emprisonnés étaient comptés parmi les « chômeurs ». Pourtant, comme le montre la conclusion du livre, si l'organisation des prisonniers s'est beaucoup affaiblie, elle n'a pas été totalement éliminée ; des groupes d'étude secrets se forment même dans les établissements de haute sécurité où les contacts entre les détenus sont étroitement surveillés.

depuis sa formation en 1966 jusqu'à sa chute en 1982, le Parti des Panthères noires joua un rôle crucial dans la radicalisation de toute la génération de jeunes Noirs des ghettos qui étaient arrivés à l'âge adulte à la fin des années 60. Mais malgré la grande visibilité des Panthères pendant près de vingt ans, depuis cette époque, il y a eu étonnamment peu d'analyses sérieuses sur l'action du parti. *The Black Panthers Party Reconsidered*, recueil d'articles d'anciens membres et d'universitaires sympathisants réunis par Charles Jones⁵, est la première tentative importante d'évaluer l'héritage du parti.



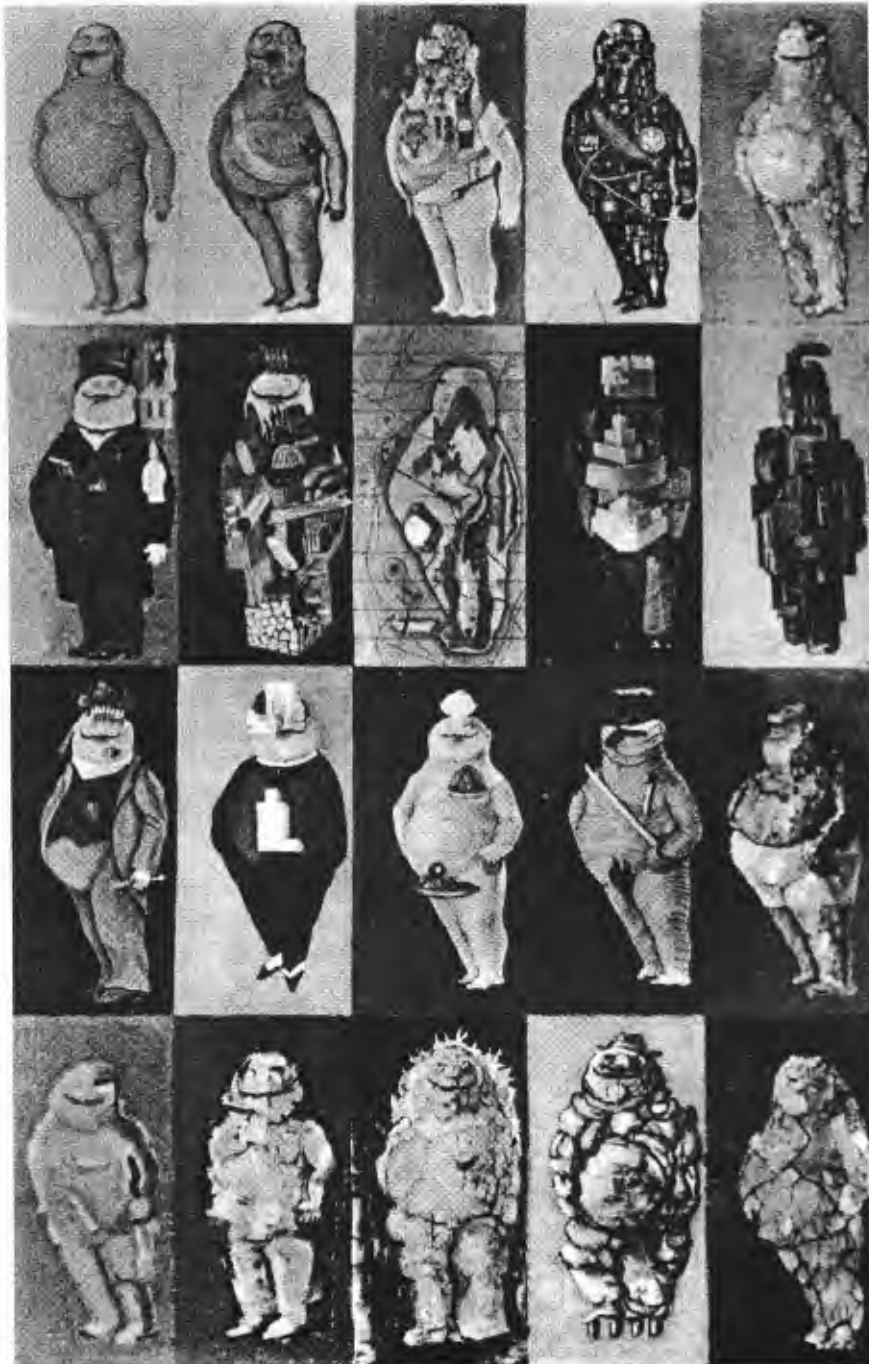
UNE ÉTUDE PRÉCISE DES PANTHÈRES doit commencer par le contexte social dans lequel le parti apparut. À la fin des années 60, le mouvement traditionnel en faveur des droits civiques, qui était né des luttes contre la ségrégation dans le Sud rural, était épuisé. Cet épuisement était apparu dans la réaction des organisations de lutte pour les droits civiques face à la vague de révoltes urbaines qui avait éclaté dans des dizaines de villes américaines, en commençant par la grande série d'émeutes qui avaient suivi l'assassinat de Martin Luther King, incitant le vice-président Humphrey à déclarer que « la plus grande bataille que nous livrons aujourd'hui n'est pas au Viêt-nam du Sud mais dans nos propres villes ». L'assassinat de King sonnait le glas de l'ancienne stratégie réformiste de résistance passive et de désobéissance civile. Les actions spontanées des jeunes Noirs des villes qui étaient à l'avant-garde des émeutes avaient été au-delà de ces tactiques, laissant sur place les organisations traditionnelles. C'est ce vide que les Panthères comblèrent. Comme le fait remarquer un observateur, « les révoltes de 1967 marquèrent l'entrée des jeunes radicaux des ghettos dans la bataille raciale, et les organisations existantes, dirigées par des intellectuels ou des gens de la classe moyenne, ne purent pas faire face – il fallait que les Panthères voient le jour. » Autrement dit, comme on le note généralement dans les articles sur les Panthères, ce ne fut pas le rôle de dirigeants indéniablement cha-

ristiques, talentueux et connus, comme Huey Newton, Bobby Seale et Eldridge Cleaver, mais la pression des événements sociaux qui imposa la création du parti.

D'abord organisation locale basée à Oakland, en Californie, les Panthères devinrent bientôt un mouvement national à mesure qu'elles répondaient à la frustration et à la colère générales des Noirs. Une bonne part de sa croissance fut également spontanée ; plusieurs chapitres de ce livre montrent que les instances nationales furent surprises de recevoir des appels de villes où elles n'avaient pas de présence continue leur annonçant la création d'une section locale. Se revendiquant comme « marxiste-léniniste », le parti se distinguait aussi des organisations traditionnelles de défense des droits civiques et groupes noirs nationalistes et séparatistes existants comme la Nation de l'Islam. Le parti mettait l'accent sur l'autodéfense armée contre la brutalité policière, les appels à la « révolution » et au « socialisme » et une volonté d'agir en association avec les organisations anti-guerre, de gauche et de libération des femmes et des homosexuels. Même si, à son apogée, le parti n'eut jamais un effectif supérieur à 5 ou 7000 membres, il exerça une influence hors de proportion par rapport à ces chiffres, le journal *Black Panther*, par exemple, se vendant à plus de 100 000 exemplaires par semaine. En outre, dans de nombreux quartiers de ghettos, les sections locales des Panthères mirent sur pied des « programmes de survie communautaire » et des services gratuits comme les dispensaires, écoles, transports vers les prisons et escortes anti-agressions pour les vieux.



DÈS LE DÉBUT, les Panthères attirèrent l'attention de l'État. En 1969, le dictateur du FBI, J. Edgar Hoover, déclara que le parti était la menace numéro un qui pesait sur la société américaine, et, au cours des dix années qui suivirent, on assista à une tentative systématique de détruire les panthères grâce à une combinaison de répression ouverte et de tactiques clandestines comme l'usage d'indicateurs et d'agents provocateurs. Au cours de cette campagne de contre-espionnage, intitulée COINTELPRO et révélée des années plus tard, des dizaines de Panthères furent tuées lors de fusillades provoquées par la police, des centaines de membres et de sympathisants furent emprisonnés, certains étant lourdement condamnés. Un grand nombre d'anciens dirigeants de sections locales continuent de moisir en prison, vingt-cinq ans plus tard. Il est indéniable que cet effort prolongé de l'État pour



● L'étrange cas de monsieur K. Victor Brauner. 1933 ●

détruire les Panthères porta un rude coup à l'organisation et joua un rôle significatif dans sa disparition.

Au début des années 70, une scission grave se produisit. Il y avait d'un côté Huey Newton qui réclamait une réorientation des efforts du parti sur les programmes de survie communautaires et la prise du pouvoir politique à l'échelon local, et, de l'autre côté, Eldridge Cleaver, en exil, qui voulait faire porter l'accent sur la « lutte armée ». L'aile minori-

taire pro-Cleaver fut bientôt réduite à de petits groupes armés clandestins tels que l'Armée de libération noire et disparut de la scène publique, du moins en terme de présence politique ouverte. Opérant un revirement désastreux en 1972, Newton ordonna subitement aux sections locales des Panthères de se dissoudre et aux survivants de se replier sur Oakland dans le but de concentrer l'activité du parti sur la prise du pouvoir politique local afin de faire élire la Panthère Elaine Brown mairesse d'Oakland. Cette tentative échoua misérablement et dans les années qui suivirent, alors que Newton accumulait les conflits avec la loi et concentrait le pouvoir entre ses mains, des dirigeants de longue date comme Brown et Seale rompirent avec le parti. Quand le parti des Black Panthers fut officiellement dissous en 1980, les effectifs ne comptaient plus que 50 per-

sonnes. Quelques années plus tard, Newton était abattu dans la rue lors d'un deal de cocaïne foireux.



LES ARTICLES réunis dans *The Black Panthers Party Reconsidered* tendent à remettre en cause la tendance à « démoniser » ou à « romanticiser » les Panthères pour en faire des héros immaculés et à faire un bilan « équilibré » et « critique » de la force et des faiblesses du parti.

Ce choix n'est pas accidentel. Depuis le début des années 90, plusieurs livres sont parus aux États-Unis affirmant que les Panthères n'étaient rien d'autre qu'une bande de criminels déguisés en activistes révolutionnaires. La plupart de ces livres sont des attaques diffamatoires rédigées par d'anciens radicaux repentis qui font des généralisations expéditives et dénuées de fondements à partir de on-dit et d'informateurs anonymes de troisième main. Toutefois, des mémoires récents d'anciens dirigeants non repentis comme Elaine Brown⁶ et David Hilliard donnent aussi à penser que tout au long de l'histoire des Panthères, il existait une ligne tenue entre la politique révolutionnaire tournée vers les « frères des quartiers » et les activités criminelles et marchandes, ligne qui fut fréquemment franchie.

La question de savoir si les Panthères étaient une organisation de lumpen est posée plusieurs fois dans le livre, tout particulièrement dans un chapitre intitulé « La lumpénisation : erreur critique du parti des Panthères noires ». L'auteur de ce texte estime que même si les Panthères n'étaient pas au sens strict des lumpen de par leur composition, ils l'étaient dans leur orientation. Cette orientation créa « un milieu hostile à une organisation politique stable » qui « alimenta le problème durable de la rhétorique enflammée et exagérée des Panthères » et « mit également l'organisation à la merci de la répression étatique ». Si c'est vrai, cela ne constitue pas un tableau complet. La faiblesse de cet argument, c'est qu'il considère l'état de « lumpen » comme identité statique avec des caractéristiques cohérentes et immuables et non soumises aux influences générales de la lutte.

Un autre chapitre examine le rôle des facteurs internes dans la chute finale du parti. Il associe la montée de l'autoritarisme et du culte de la personnalité au manque de démocratie interne dans une structure de commandement hiérarchique, de haut

en bas, qui entraînait de constants abus de pouvoir et une tendance à la bureaucratisation chez les dirigeants des Panthères. Si cela est vrai, cette bureaucratisation ne fut pas un processus organisationnel coupé de la base politique. L'avant-gardisme des Panthères, dérivé qu'il était du cadre léniniste donnant la primauté au rôle d'une minorité révolutionnaire pour « conduire » les masses, ne contribua pas peu à l'indéniable concentration du pouvoir entre les mains de quelques individus. Même si les sections locales jouissaient parfois d'une autonomie considérable, c'était plus souvent le résultat de fréquents vides du pouvoir créés par de soudaines arrestations de dirigeants nationaux inamovibles plutôt qu'à un attachement de principe à un processus interne de prise de décision par la base. Et si la bureaucratisation exista dès le début, elle s'accrut à mesure du reflux du militantisme de la communauté noire.



COMME LE MONTRE le chapitre de conclusion du livre, malgré plusieurs années de prétendue prospérité économique, les conditions de vie de l'Amérique noire continuèrent à s'aggraver au cours des années 90. Plusieurs villes affichent des chiffres d'espérance de vie dans les ghettos comparables à ceux des pays du tiers-monde, des taux de chômage à deux chiffres chez les jeunes hommes noirs. Les effets de la réforme de l'aide sociale se conjuguent pour opérer un recul dévastateur des acquis sociaux des années 60. Même si aucun nouveau mouvement n'est encore apparu pour remettre en cause ces conditions, la réévaluation de l'héritage des Panthères constituera une tâche indispensable dès qu'un tel mouvement verra le jour.

CURTIS PRICE ■

GOBELIN ■

(Traduction)

1 - Eric Cummins, « *The Rise and fall of California's Radical Prison Movement* », Stanford University Press, 1994.

2 - Eldridge Cleaver, « *Sur la révolution américaine* », Seuil, 1970.

3 - Un seul livre de James Carr a été traduit en français : « *Crève* », Ivrea, 1994. Il a écrit une autobiographie : « *Bad* ».

4 - Sur le sujet voir Mike Davis, « *Contrôle urbain, l'écologie de la peur* », Ab Irato, 1996.

5 - « *The Black Panther Party Reconsidered* », sous la dir. de Charles Jones, Black Classic Press, 1998.

6 - Elaine Brown, « *Sortir du ghetto* », NIL, 1997.



DANS LES MINES DE GRUYÈRE

L'innocence armée, au carnaval du désir, descend dans les mines de gruyère. C'est à peu près cela que je peignis en 1986, dans le monde à l'envers de la solitude. Un automne en Suède, grâce à l'hospitalité d'un ami aux collections étranges. C'étaient des bocaux d'yeux de chevaux, des visières humains dans des spirales de formol, des boîtes pleines de griffes d'oiseaux rapaces ou de scarabées, dans un dédale à traverser chaque jour autant que nos répétitives élucubrations sur le séjour possible et toujours imaginable de Jérôme Bosch aux îles Feroë, mot que je confonds volontiers avec Defoë, comme si par défaut, elles eussent pu être accueillantes à un Robinson visionnaire. Je me serais chargé de peindre ces rêves-là et d'autres hallucinations sur les peaux tannées des moutons de cet archipel, qu'en un rêve de novembre de la même année, je vis tomber par centaines du haut des falaises, et sanglants, rebondir jusque dans les prémises d'une apocalypse parachèvee par le plus cruel non-sens.

Ces prémises faisaient alors image de l'absence de l'autre, résolue en des fantasmes conjuratoires – pour tromper l'attente. Mais qu'attendre, si une obsédante rêverie jouait à faire se lever un soleil empaillé ? J'escomptais avoir et multiplier – mais serait-ce jamais suffisant ? – toutes les ressources d'un imaginaire jouant avec les régressions infantiles. Le roman noir dans la bibliothèque rose, Alice sodomisée par Maldoror sur la dernière banquetta d'un autobus de ramassage scolaire, le cortège des figures totémiques en peluche – Bugs Bunny ou son double, un petit pingouin ultime descendant de la dynastie des Bonaparte, le cheval-crabe qui revient de la prairie sioux, ainsi s'établissait une parodie de la mythologie enfantine, à présent engluée dans les crétinisations télévisées ou informatiques et dans ces bagnes de l'imagination que sont pour les forçats du spectacle les Disneylands et autres parcs de loisirs.

Une nostalgie de l'enfance portée à un certain état de fureur poétique, se plaisant à casser ces vieux jouets en lesquels ne se voyaient plus que pantins mimant l'ordre social, et s'exaltant à les recomposer en des créatures autrement chargées, menaçantes, me paraissait disposer d'une puissance de subversion conséquente. Je pariais sur cette poésie, face à une insatisfaction particulière de mes passions et fa-

ce à un monde si peu passionnant. Par les moyens plastiques à ma portée, j'expérimentais des catastrophes infantiles. En une épopée burlesque adaptée à la gamme perverse polymorphe, était lourdement narrée la rencontre avec l'autre, avec l'altérité dont la traversée des fantasmes qui en furent des modèles taillés avec toutes les facettes de l'ambivalence, constituait l'épisode récurrent. Rites de passage, des galanteries cruelles se vérifiaient entre mes pulsions et leurs emblèmes guignolesques, attifés de masques derrière lesquels la logique du jeu convoquait le plus grand défilé possible de figures relevant de la culture populaire. Donner à voir, mais donner trop à voir. La multitude des figures répondait à l'ambitieuse versatilité que je prêtais à un regard d'enfant, celui-là même, n'est-ce pas ? qui pétillait au fond de mon troisième œil... Sans plus de méthode, mes marionnettes cernaient de petits pans de mur jaune un minuscule théâtre de la cruauté, dont les ficelles auraient volontiers été tendues pour faire trébucher le Père Ubu dans la baignoire du citoyen Marat, mais plus délicieusement encore auraient aimé servir à nouer le corset d'une très incarnable Betty-Boop.



UNE DESCENTE dans les mines de gruyère : voyage initiatique derrière le masque de bouffon posé sur les pulsions érotiques. Il fait noir, comme dans un cœur qui se serait substitué, pour mieux se distancier de tout sentimentalisme, au crâne grimaçant du drapeau des pirates autour duquel aspirent, en cette éternité à la manque que m'était cette vie suédoise, à se reconnaître les élans sensibles. La lumière pourtant est égale, partagée avec la même rudesse minérale entre le plus proche et le plus lointain, cédant seulement aux trous noirs de l'espace qui ne sont que trous de gruyère dans l'étoffe terrestre qui feint d'être un ciel nocturne. De ce firmament pend, la tête en bas, l'héroïne, une Justine de banlieue bleuie par la torture des métamorphoses probables de sa main gauche, promise au gigantisme cependant que ses trois doigts adoptent l'équivoque prestige de serpents à plumes fuyant l'appétit d'une tortue bleue. Autour du bras gauche se déroule le parchemin clamant, en langue vulgaire, le sésame du merveilleux, triomphalement mis à portée de la bête amoureuse qui en moi, alors, se taisait. King- Kong,



minuscule troubadour, tend les bras vers la beauté masochiste. I LOVE YOU. L'on n'en finit pas d'entendre, telle une sirène d'alarme chatouillée par les échos de ce cirque mental, cet appel, ce brame, cette reconnaissance de l'enchantement majeur, ponctué par le bugle dans lequel s'époumone le petit cochon qui n'est plus rose mais rouge comme le gland de Taliesin ébouillanté dans son chaudron accroché à la chevelure de la criarde héroïne. Dessous, ouvrant ses yeux myopes et palpant d'une patte distraite le crâne d'un précédent carnage, le lion vert voudrait se dissoudre dans la géométrie d'une pyramide de carton-pâte. Mais foutre non ! Une maladresse technique, agissant avec quelque retard, l'a embué sous un glauque glacis verdâtre, comme je devais le constater au retour de cette toile d'un séjour de plusieurs années au fond d'une cave. Cette brume verte qui survenait, assurément ensorcelante comme celles qui parfument l'atmosphère de certains films fantastiques de série B, jetait le voile de cette façon, sur la menace suspendue sur le fauve placide, c'est-

à-dire le lourd chaudron de la sagesse amoureuse prêt à verser sur l'animal viride, qu'opportunément prévient d'un coup de pied au cul, un gnome becqué et cornu, plaisant messager déboulant d'une zone déjà activée.

Là-bas, les dés ont été jetés, l'Unique est gagnant. Célébrée sur le socle des quatre pommes, c'est une mâchoire, nantie de toutes ses dents qui pourrait ébaucher un discours, si devant elle, de l'autre côté de la toile, une araignée ne s'apprêtait avec une cinquième pomme, à vérifier l'expérience de Newton du haut de la table de la Loi qui surplombe un autre dé qui affirme lui aussi la solide signification du nombre 4. Quatre sont bien les locomotives qui immobiles défilent pourtant sur les créneaux gardant un ours en peluche au sourire figé, puisqu'il est ficelé d'une grosse corde à quatre tours à un dragon chapeautant un pingouin ventripotent. Celui-ci, grosse chaîne au cou, vêtu en bagnard, taille sa bedaine écailleuse cependant que le sang gicle dans le bol d'étain qui fait office de tête à un

garçonnet bossu agrippé à la muraille féodale qui cache le caleçon du volatile sanguinolent qui pourrait être son père. Aussi ne voit-il pas que de l'autre main, celui-ci trait la forte mamelle d'un zigzag plâtreux, ponctué de trous dont l'un est traversé par un tibia recouvert d'une mantille. Cataclysme du sevrage, à partir de ce moment le monde extérieur ne sera plus que le contre moule du sein désiré, qu'iront remplir des fleuves de sang, de sperme ou de peinture à l'huile. Traverser ce fleuve est aventure autrement plus hardie que de passer le Rubicon sur un dé, fût-il pipé. Aussi traverser, c'est plus violemment trancher. Rubicon ou Styx, c'est une flûte – ou n'est-ce que du pipeau ? qui tranche dans le vif, dans l'éléphant rose à bec de canari qui dans le folklore contemporain assure à la sortie des bistrots le rôle d'animal psychopompe disposant à son gré des lois de l'irrationalité concrète. La révélation et l'usage de celle-ci sont fonction des excès d'interprétation qu'il faut porter à toutes les distractions que la pensée s'arroge pour se défaire de la monotonie du spectacle quotidien. Traire les vaches de la migraine, enculer les mouches de la névrose ou couper en quatre le cheveu de dieu le père, voilà qui tient en haleine, pendant 120 journées ou mille et une nuits d'insomnie les dévots de la culture contemporaine enfermés par un dévoué ange exterminateur dans leur anti-château de Silling : un réacteur de Tchernobyl au rayon lingerie des galeries Lafayette.

Mais qui ne se souvient d'avoir jadis étripé son ours en peluche, et lu dans ses viscères transparentes le destin d'un moi promis à la répétition des mêmes cauchemars ? Sans doute, ceux-ci venaient du parallèle qu'enfant, je faisais inconsciemment entre le mystère des premières érections, donnant lieu à l'angoisse délicate de voir, sous un mode hallucinatoire, s'agrandir démesurément mes draps, mon lit, ma chambre, métonymies de mon phallus, et les mystères de la mort transmis sous la forme des obscures calembredaines qu'enseignait le catéchisme. Angoisse où je m'isolais, lors de la messe dominicale, pour me livrer à la contemplation tour à tour d'un dragon sur un vitrail et de scènes aventureuses vues dans les taches de moisissure du mur sur lequel je m'appuyais. Ces mystères ont peu à peu trouvé, non leur solution, mais leur exaltation conjointe dans une certaine forme d'humour, dont l'expression convoque à un sacrifice cocasse, pour affermir un équilibre, une cohésion

dans le simulacre apocalyptique de mes peurs enfantines. Jeu d'une imagination de la terreur, mais la plus drôlatique, comme si d'être ainsi la moins réalisable, elle mettait des bornes à la terreur réelle, elle affirmait l'utopie de l'humour face à l'entropie de la misère.



C'ÉTAIT AINSI ; depuis de grands soleils féminins sont venus illuminer ces mines de gruyère et bien d'autres landes aux géographies féériques. Sans doute, l'extraction du minerai précieux continue, selon un rythme scandant dans l'effilochement de la durée, la rébellion de l'instant poétique. Ce qu'il y avait de carnaval improvisé dans l'urgence d'une situation malheureuse, je m'essaie maintenant à le convoquer en d'autres cérémonies, dans les fous rires de l'amour ou avec toute la panoplie, le bestiaire et le jeu d'ombres du sans-culottes errant aux environs du château de Camalooth, ce survenant. Aussi serait-ce dans une telle attitude, ou quelque autre de semblable, accompagné du grand lapin métallique et du pubis de la fée Morgue qui fait et défait les nuages qu'il faudrait, en écho aux impertinentes visions de Jérôme Bosch ou de Grandville, profaner les enfers de ce temps, de ce « temps de petite fille » (Georges Hénein).

Il y a toujours quelque part, un vieux coffre, une cachette dans le jardin, un arbre creux et dedans en furieux désordre, le catalogue des perversions enfantines qui se révoltent devant les perversions du monde adulte. Qui se révoltent devant la prétendue innocence de l'Enfant qui dans cette société désacralisée semble maintenant devoir être l'ultime transcendance. Il y a l'enfant marchandise : là-bas dans les usines chinoises ou les bordels thaïlandais, et ici dans les films publicitaires. Et il y a cette misère mentale qui refoule en nous l'enfant que nous n'avons pas fini d'être, et modèle à l'unique image du vieux monde les mêmes jeunes vieillards condamnés à survivre allègrement à la fin des utopies, dans un capitalisme ne doutant pas des son éternité. Ou alors, un grain de sable. N'est-il point réjouissant, selon ce que colportent les journaux de cette fin de juillet 1998, de constater qu'a pu pénétrer, somme toute facilement, dans la Maison Blanche à Washington, un quidam pressé de liquider le président des Etats-Unis, mais cependant hélas, maladroït ?

GUY GIRARD ■



UNE ÉPOQUE, UNE RENCONTRE

● cône romantique, le Che est adoré par les nostalgiques du communisme d'État, revendiqué par des chrétiens, socialistes, ésotéristes, écologistes, bouddhistes, centristes, publicitaires, hommes de lettres et de pouvoir. Il est tube salsa à succès. Son effigie se répand sur des T-shirts, parfums, paquets de galettes bretonnes, boîtes de thon de l'île Maurice. L'affiche décore cafés postmodernes, salons de coiffure branchés, chambres d'étudiants et commissariats de police (à Cuba). Le deCHERvelage dont on vous parlait il y a quelque temps dans ces pages (*Oiseau Tempête*, automne 1997) suit son cours. Au point qu'on est en droit de demander si Guevara a vraiment existé. Au hasard de l'aventure des vies, il y a des croisements et des rencontres. À Alger, dans les années 60, Américo Nunes travailla pour celui qui va devenir mythe.



OT : Qu'est-ce qui t'a amené en Algérie et quelle y était la situation en 1963 ?

Fin octobre 1960, j'arrivais au Portugal, venant du Mozambique. J'y suis resté dix mois. Je conjuguais mon antifascisme avec mon anticolonialisme. En juillet 1961, quelques mois à peine après le déclenchement de la guérilla en Angola, je suis parti pour Paris rejoindre nombre d'autres étudiants, originaires des colonies, noirs ou blancs, contraints par la répression de fuir. Peu de temps après mon arrivée, j'ai eu des contacts avec des groupes trotskystes, et avec des gens qui se situaient déjà plus loin sur l'échiquier de l'extrême gauche, proches de la revue *Socialisme ou barbarie* et du groupe *Pouvoir ouvrier*. Dans ma tête, tout ça se brouillait énormément : l'URSS était-elle un État ouvrier dégénéré, comme le soutenaient les trotskystes, ou un capitalisme bureaucratique d'État, selon S ou B et PO ? Je n'en savais encore rien de précis, sauf que je rejetais le système stalinien et ses méthodes. En 1963, j'ai décidé de partir en Algérie.

L'Algérie était alors plongée dans une grande agitation politique, avec des révoltes régionales (en Kabylie) réprimées durement, une grande confusion sur le contenu du « socialisme », mais aussi avec des débats politiques et intellectuels vigoureux. On sentait que malgré des tas d'indices assez redoutables (la suite les a amplement confirmés), comme la bureaucratisation des syndicats ouvriers

et paysans, la répression contre l'autogestion, malgré le discours contraire, il y avait des possibilités ouvertes dans le cours de l'histoire.

J'ai réussi à me faire embaucher à l'agence de presse cubaine *Prensa latina*. Cela me convenait assez bien : je suis devenu traducteur d'espagnol en français. Je dormais très peu, pris dans l'exaltation constante du rêve révolutionnaire. Cela m'allait à merveille : je lisais à l'époque les surréalistes, et j'avais l'impression de changer le monde en changeant ma vie. Que d'illusions ! Perdues !

Dans quelles conditions as-tu rencontré le Che et comment t'est-il apparu au premier contact ?

Nous étions en février 1965, le Congrès afro-asiatique se tenait à Alger, avec le soutien du gouvernement Ben Bella. Guevara devait y participer. Je pense qu'il arrivait du Congo (un mouvement révolutionnaire paysan avait presque bouleversé le régime néocolonial installé dans ce pays, après l'assassinat de Lumumba, et n'avait été arrêté que par l'intervention militaire des Belges, avec l'appui d'autres puissances impérialistes). Les déplacements du Che étaient toujours entourés de mystère. Cuba était très intéressée par le mouvement révolutionnaire au Congo (animé par Gaston Soumialot, Pierre Mulelé, et par d'anciens lumumbistes). La période que le Che relate dans son journal d'Afrique concerne son passage dans les maquis de Mulelé, le mouvement le plus organisé militairement. Mulelé se disait maoïste.

Un jour, débarque à l'agence le poète et journaliste Heberto Padilla (il est devenu dissident par la suite). Il voulait faire une interview du Che pour *Revolucion*, journal du Mouvement du 26 juillet, le mouvement castriste qui avait précédé la création du parti communiste cubain. Ce parti était issu de la fusion des trois groupes qui avaient assuré la victoire des guérilleros sur les sbires du dictateur Baptista : le Mouvement du 26 juillet, le Parti socialiste populaire (stalinien), et le Directoire révolutionnaire. Padilla avait un mal fou à contacter le Che (déjà à Alger), car l'ambassadeur n'était pas très pressé de le lui faire rencontrer. En tentant d'intercéder en faveur de Padilla, je suis allé à l'ambassade. Le Che y était. Je me présente, on se serre la main : le contact a été d'emblée courtois et sympathique. Comme il était tout seul, et que c'était l'heure du déjeuner, je



● D'autres possibilités de dialogue (2). Barthélémy Schwartz ●

lui ai proposé de venir manger avec nous, à l'agence. Le fait qu'il reste seul à l'ambassade m'a intrigué, je me demandais ce qui se passait. Le Che venait représenter Cuba à cette conférence des pays du Tiers-Monde, mais il semblait n'intéresser personne à l'ambassade.

N'intéresser personne, c'est-à-dire ?

J'ai compris, un peu plus tard, qu'il y avait au sein de l'ambassade deux tendances, reflet de la séparation qui existait dans le groupe dirigeant à Cuba : la fraction prosoviétique, dominante, organisée autour des anciens communistes, et celle qui soutenait le Che. Mais tout cela était de l'ordre du non-dit, une division encore pas très claire, pas organisée et, surtout, n'osant pas s'avouer comme telle, se cachant derrière l'unanimité idéologique imposée en système bureaucratique d'État. En tout cas, à l'ambassade, il y avait une tendance hostile vis-à-vis du Che, surtout parmi ceux qui, n'ayant pas fait la révolution, ont vu dans l'appareil politique-bureaucratique-militaire un moyen fantastique de promotion. Ils n'avaient rien à foutre de la révolution, et ce que le Che mobilisait comme idées, sa façon de brusquer, de faire bouger la bureaucratie dérangeaient ces fonctionnaires. Et ils le faisaient sentir. Combien de fois j'ai entendu certains membres de l'ambassade s'exclamer : « Le Che n'est pas cubain ! », « C'est un Argentin. » Leur chauvinisme faisait qu'il apparaissait comme en dehors, un étranger.

Le personnage était assez curieux, étrange même, par certains côtés. C'était quelqu'un d'indiscipliné, qui aimait les grands espaces, l'aventure. Mais il ne supportait pas l'indiscipline des autres. Et il com-

pensait cette aspiration à la liberté du grand air par une sorte de crispation idéologico-bureaucratique, par un puritanisme révolutionnaire assez marqué. Au quotidien, c'était un homme affable, quelqu'un de très disponible et souple d'esprit, qui écoutait, qui savait écouter. Très respectueux dans ses relations de travail. Jamais il ne nous parlait avec condescendance. Bref, le Che était quelqu'un d'inquiet ; ce n'était pas un esprit bureaucratique. On sentait qu'il y avait chez lui un conflit interne.

Et puis, il y a eu cette discussion sur la révolution hongroise de 1956...

J'avais lu les textes trotskystes, et surtout les articles de *S ou B*, sur les événements. Je lui ai parlé un jour, je ne me souviens plus à quelle occasion, mais la conversation a enfin porté, à un moment donné, sur le caractère contradictoire, certes, mais essentiellement antibureaucratique de la révolution hongroise et du contenu anticapitaliste des conseils ouvriers. Le Che m'a répondu : « Je pense que, malgré tout, l'URSS a eu raison d'intervenir, sinon c'était tout le système dans les pays de l'Est qui se serait effondré. » Il défendait le point de vue officiel, mais la manière dont il le faisait manquait de conviction bureaucratique ! En plus, il ne savait absolument pas ce qui s'était passé à Budapest en 1956 : il n'avait que la version stalinienne des événements. J'ai insisté sur le rôle anticapitaliste des conseils ouvriers. Il ignorait cela, restait sur des « peut-être ». « L'URSS a eu raison d'intervenir », car cela risquait de bouleverser les rapports impérialisme/socialisme, répétait-il, etc. Après, nous n'avons plus parlé de cela.

Serais-tu d'accord pour le caractériser comme un stalinien ?

Oui, si on englobe sous ce terme tous ceux qui étaient pour un socialisme d'État. Mais je crois qu'il aurait refusé ce qualificatif pour lui. Sa conception du socialisme d'État reposait toute entière sur une vision volontariste, sur des motivations morales, peut-être même sur une éthique socialiste : c'est ce qu'il appelait la production de « l'homme nouveau ». Là où il avait sans doute été influencé par le modèle stalinien, c'était dans son projet d'industrialisation à outrance. Il s'est en partie ressaisi en tentant de créer des « conseils d'usine » qui devaient constituer une structure intermédiaire entre l'État et les travailleurs. Il disait que son idée était de contrebalancer la bureaucratisation, née de l'industrialisation forcée. Des « conseils » créés par le haut...

L'expérience chinoise l'intéressait, sans qu'il soit maoïste. C'est à propos de la Chine que j'ai eu

une autre preuve de sa marginalisation politique. Une délégation du parti communiste cubain devait se déplacer à Moscou, en mars 1965, pour les travaux préparatoires de la conférence des partis communistes, au cours de laquelle – on l'apprendra plus tard – les communistes chinois devaient être exclus. Je lui montre le fax qui l'annonçait et je lui demande : « Est-ce que tu es au courant ? » Surpris, il n'a pas répondu directement. Il m'a juste dit : « Mais Raoul, qu'est-ce qu'il va y faire ? » Raoul Castro, le frère de Fidel, était un stalinien pur et dur. On disait qu'il était déjà au parti pendant la guérilla. Il n'aimait pas le Che et c'était autour de lui que le bloc anti-Guevara s'organisait au sein du gouvernement, un bloc de prosoviétiques convaincus.

Ses origines sociales se manifestaient-elles dans ses attitudes ?

Par exemple le Che parlait le français assez correctement. C'était un fils de la haute bourgeoisie argentine, ayant fait des études de médecine. Je crois qu'il y avait une complicité entre nous, car nous étions tous des étrangers, lui l'Argentin, nous les exilés. J'ai souvent pensé que cela expliquait beaucoup de traits de son caractère. Le Che avait donné des gages aux Cubains. Pas sur son origine de classe, car Castro et la plupart des autres membres du Mouvement du 26 juillet étaient aussi des enfants de la bourgeoisie. Mais des gages politiques, surtout parce qu'il n'était pas Cubain. Il semblait constamment vouloir prouver aux Cubains qu'il était aussi bon cubain qu'eux. Cette révolution avait été aussi la sienne. Peut-être parce qu'il se sentait encore assez bourgeois, il se devait d'avoir des attitudes et des comportements qui contredisaient brutalement les caractéristiques supposées de sa classe. De là, à certains moments, des attitudes très dures : il a exécuté lui-même des guérilleros qui avaient fait preuve de faiblesse, ou de très peu de zèle révolutionnaire. Il se comporte en puritain inquisiteur, sans se rendre compte que la bourgeoisie peut aussi assumer ce comportement et qu'on n'est nullement là aux antipodes du bourgeois, que ce dernier peut aussi être puritain et inquisiteur et terroriste.

Dans un numéro de *l'Internationale situationniste*, on lit que le Che était un des derniers léninistes conséquents, sinon le dernier. C'est assez exact. Il s'était forgé une carapace, une volonté de fer, qui masquait volontiers son côté fraternel et convivial. C'était quelqu'un qui marchait dans la ligne du parti, mais lorsqu'il était sur le terrain, il agissait de façon rebelle, indépendante, tout en exigeant des autres une conformité à son modèle puritain.

Que s'est-il passé lors de la conférence afro-asiatique d'Alger, en février 1965 ?

La veille de son intervention à la conférence afro-asiatique, nous lui avons proposé de traduire le texte. Je suis quasiment certain qu'il l'avait écrit sans se référer aux autorités cubaines, ni au parti. Pour moi, il s'agissait d'une preuve de sa marginalisation politique relative, peut-être de son indocilité naissante à l'égard des institutions et du langage officiel. Nous avons travaillé toute la nuit. Le Che n'était pas quelqu'un qui défendait son texte de façon égocentrique, mais de façon raisonnée. Dans les discussions, il ne haussait jamais le ton. Ce n'était absolument pas quelqu'un de borné, mais d'une grande finesse intellectuelle. Son discours a eu l'effet d'une bombe ! Le Che mettait en question les rapports que l'URSS entretenait avec les pays du Tiers-Monde, qu'il qualifiait de mercantiles et d'impérialistes. Et puis, il y avait cette proposition provocatrice, demandant à l'URSS de prendre la tête des luttes des peuples contre l'impérialisme et d'affronter directement ce même impérialisme, ayant à sa tête les Etats-Unis. Le Che savait que c'était là une injonction infaisable, mais il l'a mise en avant. Une provocation, quoi ! Car c'était aller ouvertement à l'encontre de la ligne défendue par le parti communiste soviétique. Nous nous attendions à une vive réaction de la part des officiels soviétiques. Celle-ci n'a pas manqué. Le lendemain, les directeurs des



● D'autres possibilités de dialogue (1). Barthélémy Schwartz ●

agences Tass et Novotny, soviétique et tchèque respectivement, débarquent furieux à l'agence : « Comment avez-vous osé traduire un tel discours ? C'est une agression contre l'URSS et le camp socialiste ! » Nous en avons parlé au Che. Il a souri avec un air ironique et distant, comme s'il voulait nous dire qu'il s'attendait à ça.

Quelle était sa position par rapport aux guérillas d'Amérique latine ?

Chaque fois que je pense à cela, je reste pantois ! Il y avait alors une vague de guérillas sur le continent sud-américain, au Vénézuéla, au Guatemala, en Colombie, au Pérou, etc. En Colombie, par exemple, le Moec (Mouvement ouvrier étudiant et paysan) avait eu, au début de son activité armée, un certain succès. Je m'y intéressais : je connaissais leurs représentants à Alger. Ils diffusaient des bulletins sur les actions de leur organisation. Un jour, au cours d'une discussion, le Che a balayé mon intérêt pour le Moec d'un revers de la main. « C'est du pipeau, me dit-il, les seules forces qui ont un pouvoir social réel en Amérique latine, ce sont les PC. » Je n'en revenais pas ! Je ne comprenais pas son raisonnement. Il misait sur les PC qui, sauf celui du Vénézuéla, s'étaient toujours opposés aux mouvements révolutionnaires armés ; en outre, ils étaient presque tous inféodés à Moscou. Et, en même temps, il ne cessait pas de les critiquer. Avec le recul, j'ai cru comprendre : au début, il avait trop investi dans la possibilité d'un triomphe politique et militaire de ces mouvements armés, mais ceux-ci n'ont pas arrêté d'accumuler les échecs. La plupart d'entre eux se sont fait décapiter sauvagement. Il ne restait donc plus en lice que les PC. Le Che se serait donc trompé, non seulement sur le soutien des PC aux mouvements sociaux insurrectionnels, mais aussi sur le soutien même des populations et des paysanneries sud-américaines aux guérillas.

Cette logique explique peut-être son départ en Bolivie, alors que les conditions étaient pour le moins défavorables.

Dans nos conversations à Alger, il ne m'avait jamais parlé de la Bolivie. Il parlait volontiers du PC colombien qui contrôlait des zones montagneuses comme à Marquetalia, sorte de petite république rouge paysanne, où l'armée ne rentrait pas. Pour-

quoi donc la Bolivie ? S'est-il laissé embobiner par le PC bolivien, qui lui racontait qu'il avait une base sociale réelle, et qu'il allait lui apporter un soutien logistique effectif ? Qu'il se soit laissé embarquer dans cette aventure, pipée d'avance, montre le degré de ses illusions sur les PC sud-américains.

En Bolivie, depuis la révolution nationale-populiste de 1952, conduite par le Mouvement national révolutionnaire, lequel avait eu quelques sympathies national-socialistes, les paysans boliviens avaient eu droit à une réforme agraire, instaurée par l'État (comme au Mexique, après la révolution, et plus tard au Guatemala, en 1954). Grâce au soutien des paysans, l'État a pu réprimer les mineurs de la



● Barthélémy Schwartz. G. C. Lichtenberg ●

Quand l'histoire
d'un roi n'a pas
été brûlée,
Je n'ai pas envie
de la Lire.

centrale ouvrière bolivienne, dirigée par Juan Lechin, un populiste trotskysant. Les mineurs menaient au début des années 60 des grèves très dures, violentes, sanglantes : ils affrontaient l'ar-

mée à coups de bâtons de dynamite. Mais ils restaient isolés dans leurs mines de cuivre. En Bolivie, la force révolutionnaire, c'était eux, pas les paysans, qui ne bougeaient pas du tout, ou très peu. La paysannerie restait grosso modo fidèle au MNR, bien qu'il y ait eu de la part du régime bolivien d'innombrables atteintes à la propriété paysanne. Le Che savait certainement cela. Dans ces conditions, n'était-il pas paradoxal de vouloir déclencher une guérilla dans ce pays ? A-t-il pensé à la classe ouvrière, aux mineurs, la vraie base sociale pour une révolution ?

Le Che avait tendance à envisager la réalité à travers le prisme de ses obsessions idéologiques et du volontarisme politique. Il avait quitté Cuba, déçu par la réalité : elle n'allait pas assez vite sur la voie de

la construction de « l'homme nouveau ». Il vivait un peu trop dans le monde des idéologies, là où toute respiration devenait impossible. L'idéologie renvoie une image déformée, mystifiée, de ce qu'elle regarde sans voir, comme si l'œil devenait aveugle. Le racisme existait à Cuba, après la révolution, que ce soit dans la division sociale du travail, dans la vie quotidienne, dans le système administratif et politique, etc. Contrairement à ce que pensait le Che, il ne suffisait nullement d'invoquer le vocable socialisme pour que cette vérité quotidienne disparaisse comme par enchantement. Pour le Che, la chose était simple : puisqu'il y avait le socialisme à Cuba, il ne devait pas y avoir de racisme. Ainsi, d'un revers de la main, il refoulait une grande partie de l'histoire sociale et culturelle de Cuba, celle qui plongeait ses racines les plus profondes dans la réalité vécue par les Noirs, à tous les niveaux de leur existence concrète, le passé-présent de l'esclavage, du préjugé de couleur et du racisme social.

C'est également frappant, dès qu'il aborde la question du travail. Il était accroché à l'idée du travail volontaire, libérateur...

Lorsqu'on a commencé à discuter à Cuba, parmi les cercles dirigeants, de la nécessité d'instaurer des incitations matérielles à la production, les primes, le salaire aux pièces et autres, le Che s'est trouvé en opposition à la ligne officielle. C'était toute la question du salaire-productivité qui était en cause. A sa façon, il a été le seul, à Cuba, à soulever la question du salariat, de la production marchande, et de la fabrication de la valeur en système socialiste. Son débat avec Charles Bettelheim, ancien communiste français, devenu maoïste, portait là-dessus : sur la validité ou non de la loi de la valeur dans un régime socialiste. C'était, en quelque sorte, reprendre la question posée par Marx sur le passage du règne de la nécessité au règne de la liberté, sur la nécessaire diminution du temps de travail par rapport au temps libre. Mais le Che envisage cette question sans poser comme préalable la transformation radicale des rapports sociaux de production, ceux-là même qui produisent et reproduisent le capital. Ce qu'il proposait (l'insistance mise sur le travail volontaire et sur les incitations morales) revenait dans les faits, en dehors d'un changement du contenu du travail et de la division sociale, à revendiquer l'exploitation du travail sans salaire. Le travail volontaire ne l'était que pour les cadres et les militants du parti, pas pour le prolétaire de La Havane qui était obligé d'y aller le week-end, voire pendant ses congés ! Ce travail volontaire n'était au fond qu'une variante du travail forcé.

Quand tu lui parles de la révolution hongroise et des conseils, ça le dépasse... Tout ce qui n'était pas créé par l'Etat et le parti ne pouvait pas exister.

Ce dogmatisme n'est-il pas, en fin de compte, ce qui pousse le Che à chercher un vécu héroïque ? C'était quelqu'un qui vivait très mal l'inertie apparente de la réalité sociale ; celle-ci ne se pliait pas assez à sa volonté, à ses aspirations à l'héroïsme d'une volonté toute-puissante. La réalité n'allait jamais assez vite pour lui. La culture lui apparaissait comme l'un des facteurs responsables du retard de la réalité sur sa volonté socialiste. Il ne voulait pas en tenir compte. Elle l'agaçait ! Or, pour les peuples, la culture est comme une sorte de « philosophie du concret », où chaque chose du monde est une présence vivante, là, posée devant toi. Le Che, lui, ne raisonnait que par équations abstraites. Mais, comme concept, c'est quoi concrètement l'Impérialisme (avec un grand I) pour un Indien d'une communauté des Andes, un Indien de la forêt amazonienne ou pour un paysan de telle ou telle famille élargie d'Afrique ? Ces individus, toujours inscrits dans des relations symboliques bien précises, doivent savoir à quoi concrètement, à quelle présence vivante, doit correspondre précisément l'ennemi de classe qui n'est jamais quelque chose d'abstrait.

Le Che n'admettait pas d'autres points de vue que ceux de son socialisme à lui. Pour lui, l'idée socialiste était un idéal à construire de façon trop désincarnée, sans chair, car la chair est contradictoire, elle a sa propre logique, qui n'est pas toujours conforme à ce que l'on veut qu'elle soit par anticipation. Le socialisme était pour lui quelque chose qui devait être créé par l'Etat révolutionnaire, non pas quelque chose que les individus, le prolétariat ou la classe ouvrière elle-même, avaient à créer eux-mêmes dans leur expérience sociale quotidienne, dans leur pratique révolutionnaire consciente.

L'image médiatique l'entourait déjà avant sa mort. Y était-il sensible ?

Non, le Che n'était pas sensible à cette image médiatique qu'on avait construite. Il n'avait rien à foutre de la célébrité. Il était trop secret, trop discret, fuyant le tumulte mondain. La construction de l'image médiatique avait commencé avec ses disparitions successives. Ensuite, vient son texte *Créer un, deux, trois, mille Viêt-nam* qui a eu un impact très fort sur le mouvement étudiant anti-impérialiste mondial. Il y a eu aussi son texte sur *L'homme et le socialisme à Cuba*, qui posait des questions sur le contenu du socialisme et son éthique, ensuite la lettre d'adieu à Fidel Castro et celle à ses parents, traduites toutes les deux dans toutes les langues. Ap-

paraît alors ce côté romantique, antibureaucratique, du révolutionnaire, qui va enchanter toute une partie de la jeunesse.

C'est sa mort qui va créer réellement le mythe. Castro lui-même avait un intérêt primordial à faire circuler, à l'échelle planétaire, le mythe du Che, tandis que les Soviétiques ne le voulaient pas. Des rumeurs circulaient : les Soviétiques auraient posé comme condition préalable à leur aide en pétrole et

en nourriture à Cuba l'élimination politique du Che. Il leur apparaissait comme quelqu'un de trop imprévisible, de trop indiscipliné, en décalage, vu ses exigences éthiques, avec les intérêts de l'Etat soviétique.

Cette histoire du mythe autour du personnage me fait sourire. La transfiguration du Che en icône fut une façon d'éliminer ce qu'il y avait en lui de dérangeant, que ce soit dans ses attitudes ou dans sa pensée. Ici, comme à Cuba. Son image est aujourd'hui reprise par les PC alors qu'à l'époque il apparaissait comme quelqu'un en rupture avec leur ligne. Pour eux, il représentait l'aventurier, la révolution permanente trotskysante, une anomalie parmi les normes en vigueur en leur sein. Bref, à l'époque les PC ne l'aimaient pas du tout. Tout comme les bourgeois, qui font aujourd'hui de son image, une marchandise rentable.

La personne réelle t'a semblé en contradiction avec l'image que tu avais déjà de lui ?

Pour moi, déjà à l'époque, la révolution, ce n'était pas dans des appareils ou dans des partis : c'était des mouvements sociaux et politiques, des personnes engagées révolutionnairement. J'ai toujours pensé que l'émancipation de la classe ouvrière serait son œuvre propre, par sa constitution autonome en classe consciente de ses buts propres. En ce qui concerne le Che, j'ai toujours envisagé sa personne comme partie intégrante d'un processus particulier, la révolution cubaine et les mouvements révolutionnaires en Amérique, mais j'ai essayé aussi

de voir derrière le miroir, derrière le masque, le côté subjectif de l'homme, ce qui, en lui, apparaissait comme irréductible à son miroir, à ses masques. Ce n'est pas lui qui m'a fait évoluer politiquement, mais la réflexion que j'ai pu faire à partir de son cas, de sa tragédie personnelle.

Il y a, enfin, ce mythe du marginal, d'un Che libertaire ?

Soyons clairs : le Che était léniniste, peut-être d'un type bien particulier, avec ses doutes, son côté éthique, son côté romantique, imprévisible, indiscipliné, mais léniniste tout de même. L'anarchie, la vision d'un monde libertaire, ne faisait pas vraiment partie de son univers politique. Le mouvement anarchiste avait été liquidé à Cuba par le mouvement révolutionnaire officiel. Je ne sais pas dans quelle mesure, et s'il y a participé directement, le Che a fait partie des liquidateurs du mouvement anarchiste. Ce qu'il y a de certain, c'est qu'il a utilisé, à certains moments, des méthodes répressives et a fini par être victime des méthodes qu'il a lui-même employées à certaines occasions. Quand je l'ai rencontré, il commençait à se rendre compte que quelque chose n'allait pas et prenait conscience des impasses auxquelles il était arrivé. Cette remise en question de lui-même, en tant qu'idéologue et homme politique, aurait été certainement difficile, et je ne sais pas jusqu'où il serait allé dans cette voie. Ce qui est certain, c'est que sa mort a été une façon de dire merde à quelque chose qui lui était devenu insupportable dans la routine bureaucratique de la révolution cubaine. Et pas seulement à celle-ci ; mais aussi à tout de ce qui dans le monde semblait boucher l'horizon, ses attentes impatientes d'un devenir révolutionnaire permanent. Sa mort peut-elle être pensée comme un suicide conscient, une mort héroïque, dans un monde qui lui était devenu insupportable, invivable ? Suis-je en train de fantasmer, tenter de tirer l'homme de la platitude d'une mort au cours d'une banale aventure militaire ? Je préfère, malgré tout, en souvenir d'une rencontre pas si banale que ça penser que la première des hypothèses est la meilleure.

**PROPOS RECUEILLIS
AUPRÈS D'AMÉRICO NUNES
PAR BORBALA ET CHARLES REEVE ■
(Paris, le 11 novembre 1999)**



DÉRIVES D'AVANT-GARDE

Le surréalisme a donné sa forme première à l'avant-garde artistique-radical, durant sa période de l'entre-deux guerres : un groupe radical, agissant essentiellement dans le domaine de la culture et de la vie quotidienne, se présentant comme laboratoire d'expériences radicales dans le domaine du sensible, à partir duquel sont discutés les projets utopiques qui détermineront, en partie, la société future non capitaliste.

Dans cette conception, où l'avenir de la société est sensée se réfléchir dans les expérimentations de l'avant-garde artistique radicale, la révolution est envisagée comme *une alliance des avant-gardes* : à l'avant-garde artistique le domaine de la culture et de la vie quotidienne ; à l'avant-garde politique celui de la réorganisation économique, politique et sociale de la société future. Dans cette division avant-gardiste des tâches, l'égalité des droits est déjà en fait un marché de dupes, l'avant-garde artistique est déjà dépendante du parti de l'avant-garde politique : en 1938, dans le manifeste *Pour un art révolutionnaire indépendant* qu'il rédige avec Léon Trotsky, André Breton revendique au nom des surréalistes un régime anarchiste pour la culture à l'intérieur d'un régime centralisé de production : « Si, pour le développement des forces productives matérielles, la révolution est tenue d'ériger un régime *socialiste* de plan centralisé, pour la création intellectuelle elle doit dès le début même établir et assurer un régime *anarchiste* de liberté individuelle. Aucune autorité, aucune contrainte, pas la moindre trace de commandement ! Les diverses associations de savants et les groupes collectifs d'artistes qui travailleront à résoudre des tâches qui n'auront jamais été si grandioses peuvent surgir et déployer un travail fécond uniquement sur la base d'une libre amitié créatrice, sans la moindre contrainte de l'extérieur. »¹

Mais penser que la dictature du parti préservera un territoire d'anarchie au domaine de la création est une illusion avant-gardiste, et le surréalisme ne peut s'en remettre, sur ce point, en dernière instance, qu'à *la bonne volonté du parti*. De plus, cette distinction entre régime d'anarchie pour les uns (la liberté sans frein et les tâches grandioses pour les scientifiques et les artistes) et régime de plan centralisé pour les autres, esquisse déjà *en creux* toute une conception de la société future, et de sa future

division du travail, que les surréalistes n'ont peut être pas perçue comme telle alors, mais que les projets de l'avant-garde politique promettaient déjà.



L'AVANT-GARDISME artistique-radical, vécu sous une forme caricaturale et grotesque par les lettristes, est présent dès les premiers jours de l'internationale situationniste et donne son ton aux activités du collectif jusqu'au début des années 60. Durant cette période, les situationnistes explorent les limites d'une position avant-gardiste dans la culture (systématisée par Constant et l'urbanisme unitaire), à une époque où le capitalisme a retrouvé une croissance économique et changé dans sa forme (capitalisme d'économie mixte) ; mais ils explorent aussi le dépassement de cette position avant-gardiste en découvrant les courants non autoritaires de la critique sociale, comme Socialisme ou Barbarie (itinéraire de Debord, Vaneigem, etc.). C'est cette période qui est abordée ici.

L'URBANISME UNITAIRE COMME PROJET AVANT-GARDISTE

L'art intégral, dont on a tant parlé, ne pouvait se réaliser qu'au niveau de l'urbanisme.

Guy Debord, *Rapport...*, 1957²

LES SITUATIONNISTES partent d'une critique de l'art moderne, mais faite d'un point de vue avant-gardiste : c'est à partir des *conclusions* de l'art moderne qu'ils élaborent leur projet. Considérer, comme ils le font, l'art moderne comme l'expérience historique du langage poétique s'autodétruisant en tant que moyen d'expression et de communication n'est vraie que du point de vue de l'art moderne. Celui-ci n'a abordé la question de l'expression poétique que dans les limites de la forme *artistique*, comme moyen d'expression à l'intérieur de la société capitaliste et de sa division du travail. L'art moderne n'a aucunement épuisé cette question, les solutions qu'il a pu expérimenter ne sont viables que dans – et pour – la société qui l'a produit. De ce point de vue, la question de l'expression est *toujours ouverte*. Les meilleurs moments de l'art moderne ne sont que des *ersatz* d'expression poétique, au mieux ils indiquent *par défaut* ce qu'elle pourrait

être, si elle n'était pas parlée par *un* mais par *tous*, dans des rapports sociaux autres que ceux déterminés par l'exploitation capitaliste. Dans cette perspective utopique, ce sont les surréalistes qui ont tenté, certes avec toutes les limites qu'elles comportaient, les expériences les plus riches. Prétendre que *l'art moderne* a épuisé la question de *l'expression* et qu'il faut désormais passer à autre chose est un *rac-courci* d'avant-garde.

Le projet d'art intégral situationniste, l'urbanisme unitaire, est cependant élaboré à partir de cette critique avant-gardiste de l'art moderne. Pour les situationnistes, il ne s'agit plus de produire, à partir d'expressions poétiques individuelles dont l'art moderne a montré, selon eux, la faillite, des spectacles passifs – tableaux, dessins, sculptures... – ; mais, au contraire, de construire des zones d'ambiances dans lesquelles les individus qui les traverseront seront des « viveurs » (et non plus des spectateurs passifs) : « Il n'y a pas, pour des révolutionnaires de possibles retours en arrière. Le monde de l'expression, quel que soit son contenu, est déjà périmé. »³. Il s'agit de réorganiser l'espace urbain, à partir de l'emploi collectif de tous les moyens artistiques traditionnels jusque-là au service de l'artiste individuel, dans la perspective d'une libre intervention des gens sur leur propre environnement modifié. Mais, dans la conception de l'urbanisme unitaire, l'utopie du projet annonce déjà le vice avant-gardiste qui s'y cache, et qui en modifiera l'application : « l'urbanisme unitaire n'est réalisable qu'avec les moyens situationnistes »⁴ (je souligne)

Car c'est à l'avant-garde artistique radicale qu'il revient d'élaborer l'urbanisme unitaire, dans ses esquisses préparatoires mais aussi dans ses applications ultérieures à la société future. L'idée principale de l'urbanisme unitaire est que le comportement social est lié à l'environnement et au décor, et qu'il faut modifier ces derniers dans un sens passionnel, de façon à intervenir directement sur *l'affectivité* des

individus : « La direction réellement expérimentale de l'activité situationniste est l'établissement à partir de désirs plus ou moins nettement reconnus d'un champ d'activité temporaire favorable à ces désirs. Son établissement peut seul entraîner l'éclaircissement des désirs primitifs, et l'apparition confuse de nouveaux désirs dont la racine matérielle sera précisément la nouvelle réalité constituée par les constructions situationnistes. »⁵ (je souligne) Dans cette réorganisation situationniste de l'environnement, certes projetée dans une perspective uto-



● Jérôme Bosch à la cour du roi Arthur. Guy Girard. 1993 ●

pique, il s'agit, en définitive, de « construire » de façon « délibérée » une situation sociale. Cet aspect volontariste de la théorie de l'urbanisme unitaire est déjà présent dans le premier manifeste situationniste, *Rapport sur la construction des situations...* de Guy Debord : « Le développement spatial doit tenir compte des *réalités affectives* que la ville

expérimentale va *déterminer* » ; [...] « Nous devons construire des ambiances nouvelles qui soient à la fois le *produit* et l'*instrument de comportements nouveaux* » ; [...] « Nous devons mettre au point une *intervention ordonnée* sur les facteurs complexes de deux grandes composantes en perpétuelle interaction : le *décor matériel* de la vie ; les *comportements qu'il entraîne* et qui le bouleversent. »⁶ Le comportement social n'est pas encore vu comme le produit d'un rapport social. En Mai 68, ce sera le mouvement social qui créera la situation, et non l'avant-garde.

COMMENT DÉTERMINER LES NOUVEAUX COMPORTEMENTS AFFECTIFS QUI SERONT INDUITS PAR L'URBANISME UNITAIRE ?

« LA CONCEPTION que nous avons d'une "situation construire" ne se borne pas à un emploi unitaire de moyens artistiques concourant à une ambiance, si grandes que puissent être l'extension spatio-temporelle et la force de cette ambiance. La situation est en même temps une unité de comportement dans le temps. elle est faite de gestes contenus dans le décor du moment. Ces gestes sont le produit du décor et d'eux-mêmes. Ils produisent d'autres formes de décor et d'autres gestes. *Comment peut-on orienter ces forces ?* »⁷ (Je souligne) Les situationnistes s'intéressent, de près, aux techniques modernes de conditionnement social. Ils lisent *Le viol des foules par la propagande politique* de Serge Tchakhotine, « à propos des méthodes d'influence employées sur des collectivités par les révolutionnaires et les fascistes », et considèrent les techniques de persuasion collective comme des exemple d'usage *répressif* de construction d'ambiance.⁸ L'art libre, dans l'avenir, c'est pour eux un art « qui dominerait et emploierait toutes les *nouvelles techniques* de conditionnement. »⁹ (Je souligne) Le lien qu'ils perçoivent entre un usage répressif et utopique de ces techniques est concurrentiel : « Il faut comprendre que nous allons assister, participer à une *course de vitesse entre les artistes libres et la police pour expérimenter et développer l'emploi de nouvelles techniques de conditionnement.* »¹⁰ Si les situationnistes conçoivent que leurs expérimentations peuvent en cas d'échec contribuer à un renouvellement du conditionnement social capitaliste, ils ne voient pas encore que les projections utopiques d'un urbanisme unitaire, conçues d'un point de vue avant-gardiste, peuvent également esquisser de nouvelles formes de conditionnement social adaptées, cette fois, à la société future non capitaliste.

· Ce soucis de s'appropriier les moyens tech-

niques de l'époque est constant chez les situationnistes. Mais s'il s'agit d'acquérir les techniques modernes en cours, il ne s'agit pas encore pour eux de remettre en question l'existence même de ces instruments capitalistes. Ici aussi, la critique présente *en creux* sa conception de la société future : « Nous parlons d'artistes libres, mais il n'y a pas de liberté artistique possible avant de nous être emparés des moyens *accumulés par le XX^e siècle*, qui sont pour nous les *vrais moyens* de la production artistique, et qui condamnent ceux qui en sont privés à n'être pas des artistes de ce temps. »¹¹ (je souligne) Sans voir que ces moyens ne sont rien d'autres que ceux produits par le capitalisme dans le cadre de sa division du travail, pour une finalité sociale déterminée par lui. Cette conception avant-gardiste de l'urbanisme unitaire (« terrain d'expérience pour *l'espace social* des villes futures »¹²), perceptible dès la constitution de l'IS, est systématisée par Constant, avec la spécialisation et l'autoritarisme implicites qu'elle entraîne. La théorie de l'urbanisme unitaire prévoit la libre intervention des gens sur leur propre environnement comme finalité, mais pour les situationnistes – « explorateurs spécialisés du jeu et des loisirs »¹³ – il a *déjà* été décidé que l'urbanisme unitaire était « *contre* la fixation des personnes à tels points d'une ville » ; ou « *opposé* à la fixation des villes dans le temps. »¹⁴ (je souligne) Dans la société future, l'avant-garde se réserve de façon unilatérale l'application de son projet : les « ambiances seront *régulièrement* et *consciemment* changées, à l'aide de tous les moyens techniques, par des équipes de créateurs *spécialisés*, qui seront donc situationnistes de *profession.* »¹⁵ (je souligne)

C'EST LE MOUVEMENT SOCIAL QUI FAIT LA SITUATION, PAS L'AVANT-GARDE

LE PREMIER CONTACT des situationnistes avec Socialisme ou Barbarie se fait, du point de vue situationniste sous la forme classique de l'avant-garde artistique-radical. Daniel Blanchard (membre de S ou B sous le nom de Canjuers) rappelle son premier contact avec Guy Debord : « Dans un restaurant de la rue Mouffetard, le 20 juillet 1960, nous avons mis la dernière main à ce que nous aurions aimé voir comme un *protocole d'accord entre l'avant-garde de la culture et l'avant-garde de la révolution prolétarienne.* »¹⁶ (je souligne) Mais, très vite, les apports des courants non autoritaires de la critique sociale, qui leur ont fait découvrir les conseils ouvriers apparus en Hongrie en 1956, vont remettre en question, chez les situationnistes, la conception avant-gardiste artistique-radical. Comme insiste justement Daniel Blanchard : « Ce n'est pas à force

de lire Hegel, le jeune Marx ou Lukacs que Debord a réussi à s'arracher à la malédiction que le stalinisme et la bureaucratisation des organisations ouvrières faisaient peser sur le mouvement révolutionnaire. Ce sont les ouvriers hongrois insurgés et formés en Conseils qui ont levé cette malédiction, du moins pour ceux qui étaient prêts à les entendre. « (idem). Alors que l'avant-gardisme artistique radical est lié aux conceptions autoritaires de la révolution, et qu'il est surtout riche de projets de conditionnement social futurs et de divisions en classes, c'est à partir d'une critique faite d'un point de vue non autoritaire que les situationnistes ont abandon-

né leurs rêves de constructeurs d'ambiance spécialisés. Désormais, pour eux, ce n'est plus l'avant-garde qui préparera la situation, mais le mouvement social, ce que Mai 68 confirmera. De mai 68, les situationnistes écriront plus tard avec justesse : « Ce mouvement était la redécouverte de l'histoire, à la fois collective et individuelle, le sens de l'intervention possible sur l'histoire et le sens de l'événement irréversible, avec le sentiment du fait que « rien ne serait plus comme avant » ; et les gens regardaient avec amusement l'existence *étrange* qu'ils avaient menées huit jours plus tôt, leur survie dépassée. »¹⁷

BARTHÉLÉMY SCHWARTZ ■

- 1 - « Pour un art révolutionnaire indépendant », André Breton, Léon Trotsky, 1938 (en italique dans le texte). Pour des raisons tactiques, la signature de Léon Trotsky fut remplacée par celle de Diego Rivera.
- 2- Guy Debord, « Rapport sur la construction des situations et sur les conditions de l'organisation et de l'action de la tendance situationniste internationale », 1957.
- 3 - « Le sens du dépérissement de l'art », IS n° 3, 1959.
- 4- A. Alberts, Armando, Constant, Har Oudejans, « Première proclamation de la section hollandaise de l'IS », IS n° 3, 1959.
- 5- Non signé, « Problèmes préliminaires à la construction d'une situation », IS n° 1, 1958.
- 6- Guy Debord, « Rapport sur la construction des situations ... »
- 7- « Problèmes préliminaires à la construction d'une situation », IS n° 1, 1958.
- 8 - « La lutte pour le contrôle des nouvelles techniques de

- conditionnement », IS n° 1, 1958.
- 9 - « Sur nos moyens et nos perspectives », IS n° 2, 1958.
- 10- En italique dans le texte, « La lutte pour le contrôle des nouvelles techniques de conditionnement », IS n° 1, 1958.
- 11 - « La lutte pour le contrôle des nouvelles techniques de conditionnement », IS n° 1, 1958.
- 12 - « L'urbanisme unitaire à la fin des années 50 », IS n° 3, 1959.
- 13 - Constant, « Le grand jeu à venir. », Potlach n° 1 (nouvelle série), 1959.
- 14 - En italique dans le texte, « L'urbanisme unitaire à la fin des années 50 », IS n° 3, 1959.
- 15 - Constant, « Une autre ville pour une autre vie », IS n° 3, 1959.
- 16 - Daniel Blanchard (Canjuers), « Debord, dans le bruit de la cataracte du temps », Futur antérieur n° 39-40.
- 17- « Le commencement d'une époque », IS n° 12, décembre 1969.



● L'Alphabet diabolique. 1837 ●

LE « CITOYEN LÉGUME » AU PAYS DE LA « VACHE FOLLE » ET DU PAYSAN BIO

Y aurait-il un lien caché entre l'héritage de Vichy et les OGM, les jeunes de banlieue et les brebis à roquefort ? Le début avant la fin. Un livre récent, *Les origines républicaines de Vichy*¹, nous invite à « comprendre comment le passé républicain a pu peser, contradictoirement, sur le présent de Vichy ». L'auteur y tente d'en « identifier les "traces" (...) et dans quelle mesure elles ont facilité ou au contraire entravé, l'action des partisans de Vichy ». Le ton mesuré n'y fait rien, il suffit de gratter pour découvrir que « la politique de ségrégation de Pétain a été facilitée par le fait que certaines formes d'exclusion que les républicains de la première heure avaient rejetées (concernant notamment les Français d'origine étrangère et la population colonisée) ont été finalement intégrées dans les lois de la République et, du coup, sont devenues légitimes, "normales" pour la majorité des gens. ». Hier comme aujourd'hui, l'officiel définit le « normal ». Mieux encore, la République d'avant Vichy, parce qu'elle avait « élaboré des fichiers d'étrangers qui étaient sans doute les plus perfectionnés au monde, a facilité le travail de répression, notamment à l'égard des juifs qui n'avaient pas la nationalité française ». Bref : « Vichy a cherché des solutions nouvelles à une question posée antérieurement par la République. » Et on sait que les Républicains d'aujourd'hui expliquent que le Front national apporte les « mauvaises solutions à des vrais problèmes ». Toujours à l'avant-garde de sécuritaire, le pays sait honorer ses traditions.

Constat banal que tout cela, s'excuse presque le chercheur. Oui et non ! Car si le livre de Noiriel dérange, trouble les chics soirées républicaines, c'est justement parce qu'il ramène le passé dans notre présent. Parce qu'il vient rappeler un principe de la politique bourgeoise : il n'y a pas de contradictions

entre la forme démocratique représentative et la forme autoritaire de l'État. Et vice versa, comme le prouve l'affaire Papon². L'une ou l'autre, s'imposent à la société selon les besoins circonstanciels, historiques, du système capitaliste.



IL NE SERAIT PAS CONVENABLE qu'un directeur d'études, chercheur d'État, porte la critique au-delà des limites du raisonnable : il faut bien qu'il fasse preuve d'esprit positif. C'est ainsi que le rôle du gouvernement du Front populaire, dans cette continuité historique sort malgré tout embelli, que la criminalisation de l'« agitateur étranger » pendant les

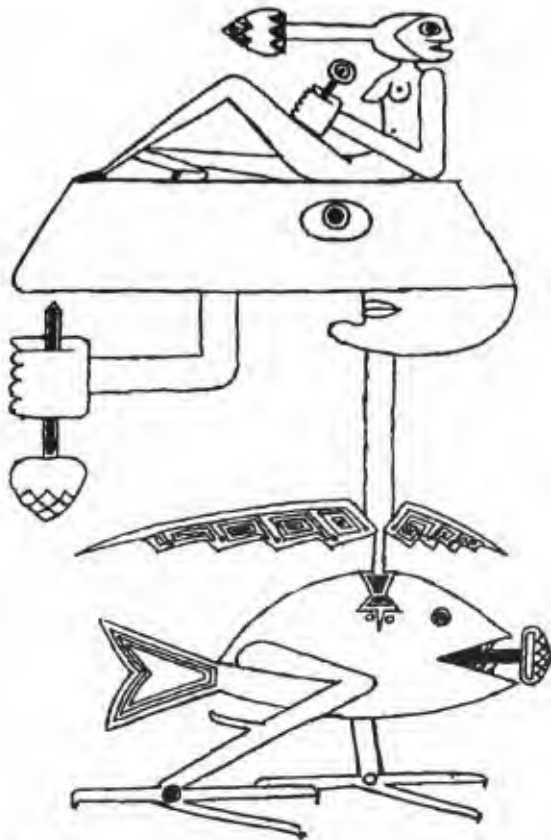


Il y a parfois des gens qui sont sourds jusqu'à ce qu'on leur coupe les oreilles.

● Barthélémy Schwartz ●
● G. C. Lichtenberg ●

grèves de 1936³ est passée sous silence. « Forme d'exclusion » s'il en est, qui s'est ensuite retrouvée dans l'image de l'immigré agressif, voire dangereux, à la fois hostile et extérieur à la « communauté nationale ». Il est aussi significatif que notre auteur ne manque pas une occasion de mettre en avant le rôle joué par le PCF dans l'intégration de la classe ouvrière dans la République. Prétendre que, en 1936, « le prolétariat revendique sa place dans la société française » est plus que réducteur et revient à

effacer la force anticapitaliste du grand mouvement de grèves et d'occupations d'usines. On chasse le mauvais républicain par la porte pour faire rentrer le bon par la fenêtre. Voilà, du coup, revalorisé le grand parti stalinien de la classe ouvrière qui, par le biais de la Résistance, devint, dans l'après-guerre, le porteur du patriotisme populaire, le propagandiste de formes primaires de chauvinisme, tels l'inou-



● Victor Brauner ●

bliable « Produire français ». Et son effondrement récent laisse la place libre à d'autres forces politiques patriotardes. Noiriel lui-même souligne que, jusqu'en 1939, tous les gouvernements républicains prirent des mesures pour protéger le marché national du travail. L'idée de « préférence nationale » n'est donc pas nouvelle.

Noiriel rappelle la différence entre deux conceptions de l'intégration dans la nation : celle de la citoyenneté républicaine et celle de l'appartenance à « la communauté organique ». Mais furent-elles jamais opposées et séparées ? Parmi les mythes fondateurs du nationalisme français qui remontent à la révolution française, certains sont inséparables de cette vision communautaire. Ils structurent l'idée même de l'identité nationale, dont l'acceptation s'identifie à l'intégration. Le gouver-

nement du Front populaire jouera sur les deux registres. Si, d'un côté, il a promu la culture prolétarienne urbaine comme nouvel élément du patriotisme, il a également protégé et renforcé les traditions populaires rurales de la « vieille France ». Sous Vichy, parmi ces mythes, ce sont ceux de la terre et de la nature vraie qui furent mis en valeur. La figure paysanne fut exaltée. D'où l'idée de l'identité par l'enracinement, toujours si répandue aujourd'hui et qui trouve expression dans la formule « français de souche ». Le « citoyen légume » doit avoir ses racines dans la terre, dans la nature.

On comprend que, hier comme aujourd'hui, cette formule identitaire est immédiatement excluante d'une large partie de la population prolétarisée. Sous la III^e République, la montée en puissance de la classe ouvrière a obligé la classe dirigeante et ses larbins socialistes à aménager l'idée nationaliste. En particulier, la capacité du Front populaire à canaliser la contestation de classe vers la défense de l'intérêt national s'est accompagnée de l'intégration d'éléments de la culture urbaine dans le patriotisme. Dans une autre logique mais avec le même but, Vichy exaltera la « communauté organique » fondée sur la ruralité. La croissance de l'après-guerre, entraînant de successives vagues d'immigration interne et externe, de profondes transformations sociales, le développement de l'espace urbain et la désertification du monde rural, sont venues fragiliser encore l'idée de l'identité par les « racines ». Au cours des dernières décennies, la désindustrialisation et l'exclusion sociale ont rendu la jeunesse des banlieues ouvrières étrangère à cette idée d'appartenance nationale. D'autant qu'elle n'est même plus « intégrable » dans le système par la soumission aux valeurs de feu le mouvement ouvrier.



CE QUI NOUS RAMÈNE À NOS BREBIS. Dans les récentes mobilisations contre l'Organisation mondiale du commerce, on a vu renaître, en France, un front hétéroclite de mécontentements et protestations. Si une minorité s'y investit, dans une attitude anticapitaliste claire, c'est néanmoins le conflit des intérêts protectionnistes qui tient le devant de la scène. Entre les USA – le capitalisme le plus puissant – et l'Europe – le plus grand marché mondial –, en particulier. L'opposition aux OGM ainsi que les actions de la Confédération paysanne contre la « mal bouffe » – concept vague à connotation fran-

chouillarde – ont pris forme, en France, dans ce contexte. Dans quelle mesure les conséquences du productivisme de l'agriculture capitaliste et les diverses formes de destruction écologique ne vont-elles pas accélérer la démolition des bases rurales du nationalisme français ? Le beau paysage national recèle dépotoirs nucléaires et plages polluées, la tradition culinaire est menacée par des produits empoisonnés, remplacée par la prolifération d'une nourriture industrielle qui répond à l'appauvrissement des classes populaires. Le paysan à la Pagnol est remplacé par le technicien en OGM et par le paysan asservi aux centrales d'achat Casino. Que reste-t-il donc de la « Douce France » des clochers bucoliques, qui ont fait le charme des affiches électorales d'un ancien fonctionnaire de Vichy, le socialiste Mitterrand ?



ALORS, LA REVALORISATION de l'image de la vache et du poulet, les campagnes de transparence nucléaire, l'héroïque lutte anti-Mac Do et la fabrication de la figure d'un nouveau vrai paysan bio, ne feraient-elles pas partie – au delà des intérêts capitalistes dont il n'est ici pas question⁴ – d'une nécessaire campagne de ravalement de quelques-uns des mythes fondateurs du nationalisme français en crise ? Pour la grande masse des exclus et précarisés du salariat new-look, tout cela compte peu ou pas du tout. Les commis de la classe dirigeante savent

bien que ce nationalisme ne sert plus de ciment à la cohésion sociale ; qu'il faut faire donner la répression pour maintenir l'ordre social. À défaut de racines, la jeunesse des banlieues a ainsi droit à Vigipirate, bavures, incarcération, double peine et autres réjouissances. Tout au plus, si elle est sage, on lui proposera l'identité du foot et du hip-hop. Avec, en prime, des petits boulots Jospin-MacDo. La communauté de consommateurs – des marchandises-fétiches, emblématiques, signes d'appartenance et de reconnaissance – remplace la « communauté organique » des nostalgiques de Vichy et celle du patriotisme populaire de la fête de l'*Humanité*.

Certes, il faut noter l'habileté avec laquelle le pouvoir et ses médias ont réduit, en France, les luttes contre l'OMC, à des poujadismes protectionnistes, à la fabrication d'un nouveau héros paysan à moustache gauloise vendeur de roquefort. Le tout assorti de la proposition néo-keynesienne, tout aussi rassurante que délirante, d'une « régulation du marché mondial », alors même que c'est la sauvergie du libéralisme du marché qui s'impose partout. Pourtant, d'un point de vue plus global (justement !), rien n'est joué. Les débordements d'action directe à Seattle montrent que les jalons d'une contestation de la logique productiviste du capitalisme sont là, que le malaise de ce monde invivable n'a pas encore été génétiquement programmé.

CHARLES REEVE ■

1- Gérard Noiriel, « Les origines républicaines de Vichy », Hachette Littératures, 1999. Les citations sont tirées de l'interview de l'auteur à « Libération », 18 novembre 1999.

2 - Voir Jean-Jacques Gandini, « Le Procès Papon », Librio, 1999.

3- Voir à ce propos : Lefranc, « Juin 36 », Julliard ; Barthé-

lémy Schwartz, « Juin 36 : l'envers du décor », « Oiseau-tempête », automne 1997 ; « Le Front populaire contre les occupations d'usines », « Courant Alternatif », hors série n° 2, 3^e trimestre 1999.

4 - Voir dans ce numéro André Dréan, « Le miroir aux illusions ».



SEATTLE, SUITE

JE SUIS DÉSOLÉ que soit si mal reçu mon zèle pour ce que j'estime être bon... Ne croyez-vous pas que ce serait une triste, une lamentable situation d'avoir combattu tout ce temps pour rien ? Or, tous ici, grands comme petits, nous croyons bien que nous avons combattu pour quelque chose ! Je reconnais que beaucoup d'entre nous combattaient pour des buts qui, nous le vîmes depuis, n'étaient pas ceux qui nous amenèrent, nous, à en passer les pires épreuves, à tout risquer avec vous dans le même bateau. Cela aurait été bien de votre part de nous en avertir : je crois que vous auriez eu moins de monde sous vos ordres, à commander... Mais puisque l'affaire revient à ceci, qu'une propriété donne aux gens capacité de choisir leurs représentants (et peu importe comment ils l'obtiennent, cette propriété : ils sont « capables », vous dis-je), voici ce que je pense : il y a beaucoup de gens sans propriété qui, honnêtement, ont autant de droit à disposer de cette franchise du choix que tous ceux qui ont de grandes propriétés. Franchement, ... à vous qui voulez remettre à plus tard cette question et en venir à une autre, je me permets de dire – et j'en appelle à tous –, qu'aucune autre question ne peut être réglée avant celle-là...

L'OISEAU-TEMPÊTE * □



● Sans titre. Phil. 1999 ●

***Edward Sexby**, dit « *The Stormy Petrel* » (*L'Oiseau des tempêtes*), 29 octobre 1647. Pendant la guerre civile anglaise (1642-1646), Sexby fait partie du comité des agitateurs niveleurs de l'armée républicaine de Cromwell. Les Niveleurs socialisent les terres par l'action directe et revendiquent la communauté des biens. Ils portent l'insigne vert comme la mer. En 1649, après s'être réconcilié avec la City marchande, Cromwell dénonce le « danger niveleur » et réprime les extrémistes. « *L'Oiseau des tempêtes* » anime alors plusieurs complots contre Cromwell. Passé en France en 1652-1653, Sexby s'implique dans la fronde populaire bordelaise, l'« *Ormée* ». Auteur de « *Killing no Murder* » (*Tuer n'est pas assassiner*) – où on appelle au meurtre de Cromwell – il est arrêté. Il mourut après torture à la Tour de Londres, début 1658.

Bibliographie

- « *Les Niveleurs, Cromwell et la République* », Olivier Lutaud, Julliard, Paris, 1967.
- « *Le Monde à l'envers : les idées radicales au cours de la Révolution anglaise* », Christopher Hill, Paris, Payot, collection Critique de la politique, 1977.
- « *Les Niveleurs, Cromwell et la République* », Olivier Lutaud, Julliard, collection Archives, 1967.
- « *Des révolutions d'Angleterre à la Révolution française : le tyrannicide* », Olivier Lutaud, La Haye, Martinus Nijhoff, 1973.
- « *Les deux révolutions d'Angleterre* », Olivier Lutaud, Paris, Anbier-Montaigne, 1978.

CORRESPONDANCE :
c/o AB IRATO
BP 328
75525 PARIS CEDEX 11
FRANCE
<http://abirato.free.fr>

TOUTE COPIE OU REPRODUCTION INTÉGRALE OU PARTIELLE DESTINÉE À UNE UTILISATION INDIVIDUELLE OU COLLECTIVE CONSTITUE UNE CONTRIBUTION À LA DIFFUSION D'OISEAU-TEMPÊTE.

SOUTIEN TROIS NUMÉROS : 100 FRANCS

N° ISBN : 2-911917-01-4